



# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Dans ce numéro :

## Deux visages ouvriers du vrai Venezuela

*S. Julien*



## Littérature et émancipation

*Quelques questions à Jacques Baujard,  
libraire à Quilombo*



## La fin du mouvement des conseils:

### l'insurrection de Cronstadt

*O. Anweiler*



## La destruction de la nature

*A. Pannekoek  
(traduction inédite)*



## Cinéastes engagés

*J.-K. Paulhan*



## Des Auteurs Monde

*J. Demorgon*



## Lettre d'Amérique : Camps, rafles, racisme

*D. Ball*

### La Révolution Prolétarienne

Directeur : Stéphane JULIEN

6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Équipe revue : Catherine Bajoue, Pascal B., Stéphane Julien, Benoît Kermaal, Jean-Kely Paulhan, Louis Sarlin, Nedjib Sidi Moussa.

Éditée par :

*Les Amis de la Révolution prolétarienne*

Trimestriel. Abonnement : 23 euros

Commission paritaire n° 0321 G 87832

contact : redactionrp@gmail.com

Prix : 5,80 euros

## Des mobilisations nécessaires

Le rapport Delevoye sur les retraites, présenté cet été comme avant-projet de réforme, a tonné comme une catastrophe annoncée. Après les pertes d'acquis de 1993, 2003, 2010, sur les durées de cotisation, les décotes et l'âge de départ, on nous annonce désormais une paupérisation galopante des plus nombreux qui n'auront pas pu capitaliser à un niveau suffisant 1€=1point sur toute la carrière, et des inquiétudes sur la variabilité de la valeur des points acquis. Certains d'entre nous, surtout ceux qui travaillent dans le privé, sont plutôt pessimistes sur la bataille à mener; d'autres, surtout ceux qui travaillent dans le public, sont plus enclins à ressentir une vraie capacité de mobilisation pour peu qu'une intersyndicale, qui ne s'est pas encore mise en place, propose, sans entraver les initiatives des A.G., une impulsion et une coordination des actions tirant les leçons des erreurs et insuffisances des mobilisations précédentes (calendrier tiède gênant les reconductions, confusion entre « journée d'action » et appels francs à la grève, impasse de la grève « par procuration » des seuls secteurs bloquants, revendications amollies pour prix de l'arc unitaire large, etc.). Les retraites sont devenues en une génération LE sujet récurrent de mobilisation nationale interprofessionnelle. Un nouvel échec, et *a fortiori* sans avoir mené le combat, porterait gravement atteinte à la crédibilité du syndicalisme.

Parmi les mobilisations en cours on notera celles des femmes de chambre, de l'hôtel Ibis des Batignolles à Paris (en grève depuis un mois) et de l'hôtel NH Collection à Marseille (depuis 4 mois), celle des travailleurs sans papiers du centre de tri Chronopost d'Alfortville et celle des livreurs en vélo de Deliveroo contre la course à deux euros. De petites unités dans les services montrent une combativité et une détermination qui sont un exemple.

Les urgentistes des hôpitaux en grève depuis 6 mois sont organisés pour leur part en collectif national. Pour les négociations avec le ministère, sur la base de revendications votées en A.G. (revalorisation salariale, recrutement de personnels et arrêt de fermeture des lits d'hospitalisation), ils ont mis en place un Comité national de grève composé de représentants régionaux du collectif et d'un représentant de chaque organisation syndicale majoritaire (FO, SUD, CGT). Leur mouvement a continué de se développer cet été. Il nous montre qu'une action, certes sectorielle, mais nationale et de longue durée, est possible.

Les salarié-e-s reroupé-e-s dans l'action collective ont une force, sont une force. Les mois à venir seront déterminants pour la prise de conscience de cette force si elle est mise en œuvre.

Stéphane JULIEN

# Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans

Une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : les jeunes du SNU seront utilisés pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employés qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploités, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragés à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Des dépenses considérables : 6 milliards €/an, selon un rapport sénatorial de 2017. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

Le renforcement de la militarisation. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc., contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions

## Prix Maitron 2019

Ce prix couronne le mémoire de master d'un étudiant en sciences sociales dont les travaux prolongent l'œuvre de Jean Maitron, décédé en 1987 : mouvement social, mouvement ouvrier, syndicalisme, etc., aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, France et étranger.

Le mémoire doit avoir été soutenu dans une université au cours d'une des deux années universitaires précédentes.

Les exemplaires sont à adresser en un exemplaire numérique (PDF) avant le 15 septembre 2019 à Thérèse Lortolary : [therese.lortolary@univ-paris1.fr](mailto:therese.lortolary@univ-paris1.fr).

du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

**Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent.**

**Mais c'est déjà le cas !**

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée (qui, par ailleurs, n'était pas demandeuse) !

**Non au SNU !**

Campagne unitaire contre le SNU : Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, Solidaires Étudiant.e.s, ASSO-Solidaires, Solidaires Jeunesse et Sports, SUD éducation, Confédération Nationale du Travail – Éducation, Émancipation tendance intersyndicale, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Parti Communiste des Ouvriers de France, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Radio-Libertaire, Revue Silence...

## Errata

Dans le numéro de juin 2019, un problème technique n'a pas permis la reproduction de la NDLR ci-dessous qui accompagnait la publication de l'entretien avec Vivek Chibber, « Comment les Subalternes parlent-ils ? » traduit par les animateurs des éditions de l'Asymétrie. Nous le reproduisons ci-dessous en leur présentant nos excuses, ainsi qu'à nos lecteurs.

*La Révolution prolétarienne* (n° 803, décembre 2018, p. 29) a déjà publié une chronique au sujet du livre de Vivek Chibber, *La théorie postcoloniale et le spectre du capital* (Toulouse, L'Asymétrie, 2018, 440 p.). Notre revue publie ici même un long entretien avec l'auteur paru en anglais dans la revue *Jacobin* (<https://www.jacobinmag.com/>) et traduit par les animateurs des éditions de l'Asymétrie sur le site qui accompagne la sortie de ce livre (<https://editionsasymetrie.org/subaltern/>), auquel toute personne intéressée par ces sujets gagnera à se reporter. Nous les en remercions donc doublement. [NDLR]

# Deux visages ouvriers du vrai Venezuela

Le 13 août, un tribunal militaire a condamné Rubén González à 5 ans et 9 mois de prison pour « outrage aux forces armées ». Une centaine d'organisations ont aussitôt demandé sa libération ainsi que celles des autres syndicalistes poursuivis par la justice militaire<sup>1</sup>.

## Qui est Rubén González ?



Rubén González

Il est le secrétaire général du syndicat de Ferrominera Orinoco (entreprise d'État de production et d'exportation du minerai de fer) et le coordinateur provincial de l'*Intersectorial de Trabajadores de Guayana*. Après une grève de 16 jours exigeant le paiement des salaires impayés et l'application d'une convention collective, il fut arrêté et emprisonné en septembre 2009. En février 2011, il fut condamné à 7 ans et deux mois de prison pour ces faits de grève. Il était accusé rien moins que de complot, d'incitation au crime, de violation d'une zone de sécurité et d'entrave à la liberté du travail. Le mouvement de soutien fut si important que la condamnation fut annulée le 3 mars 2011, Ruben Gonzalez devant toutefois se présenter régulièrement au tribunal dans l'attente d'un nouveau procès. Réélu en juillet 2012 aux élections syndicales face à une liste chaviste, avec une participation très élevée (92,6 %), il était le mois suivant convoqué de nouveau au tribunal, accusé de conspiration, d'incitation au crime, d'entrave à la liberté du travail et de violation de propriété privée. Le procès ne commença pourtant qu'en septembre 2013, coïncidant avec une reprise de conflit social à Ferrominera Orinoco. En juillet 2013, des grévistes bloquaient une voie ferrée pour empêcher la troupe d'intervenir contre une nouvelle grève. Plusieurs dirigeants de l'entre-

prise étaient accusés de détournement de fonds (pour 1,2 milliard de dollars, peut-être plus), son président avait été arrêté en juillet et remplacé deux fois, par deux généraux. Finalement libéré en 2014, Rubén González a été à nouveau arrêté le 29 novembre 2018.

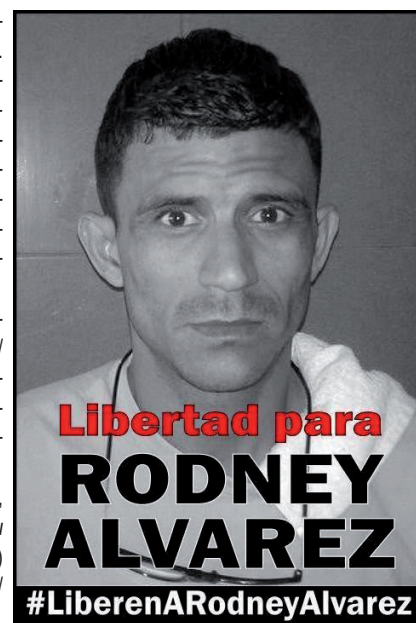
## Qui est Rodney Alvarez ?

Nous n'en avons pas fini avec Ferrominera Orinoco. En juin 2011, une bande armée attaquait une assemblée de travailleurs qui se tenait aux portes de l'entreprise. Trois coups de feu retentissaient. Un travailleur était gravement blessé, un autre tué. Plusieurs témoins virent, et filmèrent, le militant chaviste Hector Maicán tirer et s'enfuir. Mais c'est Rodney Alvarez, un syndicaliste proche de Rubén González, qui fut accusé et emprisonné. Le Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés a publié cet été un tract<sup>2</sup> demandant sa libération, ainsi que celles de Rubén Gonzalez et de tous les prisonniers politiques du pays.

Les cas de Rubén González et Rodney Alvarez illustrent la vraie nature du régime vénézuélien<sup>3</sup>. Leur persécution est, à l'évidence, la marque d'une politique de criminalisation de toute activité syndicale indépendante. De trop nombreux militants sont bernés par un vernis pseudo-anti-impérialiste. Ne pas accorder à ces syndicalistes notre soutien serait un crime contre l'internationalisme véritable, celui de la solidarité des luttes contre toutes les oppressions, à commencer par les luttes ouvrières, quel que soit le pouvoir.

S.J.

1. <https://rafaeluzcategui.wordpress.com/2019/08/15/100-organizaciones-sindicales-y-sociales-sentencia-al-sindicalista-ruben-gonzalez-por-tribunal-militar-reitera-ausencia-de-democracia-y-politica-estatal-para-criminalizar-la-protesta-pacifica/>  
2. [http://www.labour-solidarity.org/IMG/pdf/2019\\_-\\_8\\_-\\_12\\_-\\_venezuela\\_campana\\_de\\_solidaridad\\_por\\_rodney\\_alvarez\\_-\\_cast\\_fr-4.pdf](http://www.labour-solidarity.org/IMG/pdf/2019_-_8_-_12_-_venezuela_campana_de_solidaridad_por_rodney_alvarez_-_cast_fr-4.pdf)  
3. Lire Rafael Uzcátegui, *Venezuela : Révolution ou spectacle ?* (Spartacus, 2011) et consulter le site <https://www.derechos.org.ve>.



# Entretien avec Nedjib Sidi Moussa sur la situation en Algérie

Notre camarade Nedjib Sidi Moussa a répondu en juillet à une interview du site *Rapports de force*, publié initialement en ligne à l'adresse: <https://rapportsdeforce.fr/linternationale/revolution-algerienne-lauto-organisation-constitue-la-clef-de-la-suite-du-mouvement-07174031>. En voici un extrait. [NDLR]

***Tu es allé en Algérie en mars. D'ici, en lisant la presse internationale ou algérienne, on avait l'impression que toute la société était dans la rue. Est-ce ce que tu as pu observer ?***

Effectivement, le vendredi, la majorité de la société algérienne est présente, toutes classes, sexes et générations confondues. C'est inédit dans l'histoire de l'Algérie. Avant les premières manifestations, qui n'ont pas commencé le 22 février, mais quelques jours avant à Kherrata, dans la wilaya de Béjaïa, la démoralisation la plus complète régnait. Le fait qu'il n'y ait pas eu de répression a sans doute donné du courage et de l'enthousiasme aux autres pour sortir à leur tour dans la rue. Toute l'Algérie était dans la rue, mais pas forcément avec les mêmes aspirations, et avec des modalités et des perspectives confuses ou contradictoires. Des milliardaires et des dirigeants de partis politiques qui ont eu des attitudes ambiguës ont rejoint les cortèges, même si certains se sont fait chahuter. Des personnes sont venues avec des mots d'ordre radicaux du point de vue de la démocratie et des libertés individuelles. D'autres qui se sont fait de plus en plus entendre ont mis en avant des aspirations plus conservatrices au niveau de la culture, de la langue et du caractère unitaire de l'État.

Ce mouvement ne pouvait émerger qu'avec tous les paradoxes et les tensions de la société algérienne qui n'ont pas eu l'occasion de se cristalliser librement ces dernières années, voire depuis l'indépendance en 1962. Sans idéaliser la démocratie formelle, les espaces de compétition et d'expressions publiques étaient très rares. Le moindre rassemblement dans la rue à Alger pouvait être réprimé et dispersé par la police. Les élections étaient systématiquement truquées. Aujourd'hui, il y a un apprentissage de la confrontation d'idées, de projets, de pratiques. C'est un point positif du mouvement, même si l'aspiration très radicale de rupture avec le système, le régime ou le pouvoir, symbolisée par le mot d'ordre « *qu'ils dégagent tous* », ne semble pas encore portée par des pratiques à la hauteur de cette exigence-là. Contrairement à ce qui s'est passé pendant le mouvement d'octobre 1988 ou le « Printemps noir » de Kabylie en 2001, les permanences et les locaux du FLN n'ont pas été vandalisés, expropriés ou squattés par les manifestants,

ce qui aurait été une façon de donner un contenu au slogan « *FLN dégage* ». Des familles nécessiteuses auraient pu y être logées. Quasiment rien n'a été fait sur le plan de l'action directe. Cela suscite des questions sur l'autolimitation du mouvement et la volonté de préserver son caractère pacifique ou d'éviter la confrontation physique. Même si cela peut se comprendre étant donné ce qu'a connu l'Algérie au cours des années 1990. Nous avons donc des aspirations très radicales, mais avec des modalités très modérées pour l'instant.

Il y a la volonté chez certains opposants de ne pas poser les questions qui fâchent, à savoir les questions sociales, sexuelles, culturelles, religieuses, etc. Même des démocrates assez radicaux ont dit : « *faisons d'abord l'unité contre le cinquième mandat, ensuite nous aborderons toutes ces questions-là* ». On sait ce que cela veut dire... La bourgeoisie libérale, qui veut peut-être s'émanciper de la tutelle de l'armée et de l'État, et a exercé une sorte de leadership non affirmé au début du mouvement, a intérêt à faire avancer des mots d'ordre exclusivement démocratiques, et surtout à ne pas aborder la question sociale. Ses porte-voix essaient même de faire accepter la nécessité d'adopter des mesures de rigueur tout en se réclamant de la volonté populaire.

***En dehors des vendredis, la contestation a semblé se structurer autour de corps professionnels : les avocats, les journalistes, les étudiants. Est-ce de cela dont tu parles ?***

Ce sont les mouvements mis en avant par les médias et la petite bourgeoisie. Ces corps sont de fait assimilés à l'élite. Il est vrai que les avocats et les magistrats étaient dans la rue au début de la dynamique, dans sa phase la plus euphorique, mais à côté de cela, entre chaque vendredi, il y a aussi eu des mouvements de grève chez les travailleurs. Ils sont restés localisés et n'ont pas été assez relayés par les médias ou les réseaux qui se réclament de la gauche et qui n'ont pas du tout joué leur rôle de relais des luttes sociales. En effet, ils sont obnubilés par des enjeux strictement politiques.

Pour autant, nous n'avons pas encore assisté à des débordements massifs de la part des exploités et des chômeurs. Il y a toutefois eu des sit-in ici ou là, des manifestations, parfois de brèves occupations de la part de chômeurs qui exigeaient d'être employés. Cela a été le cas dans le sud de l'Algérie ou dans le complexe sidérurgique d'El Hadjar par exemple. Spontanément, en dehors de tout cadre organisé, ces chômeurs ont posé la revendication de l'emploi. Ceux qui disaient, depuis le début du mouvement, qu'il s'agissait sim-

plement d'une protestation démocratique, politique et pacifique, sans aucune préoccupation sociale, ont été démentis par les faits.

***Tu es très critique sur l'action politique de la gauche de la gauche algérienne. Peux-tu nous expliquer pourquoi ?***

Un des aspects qui a empêché une juste articulation de la question démocratique et de la question sociale, dans une perspective révolutionnaire, c'est notamment le fait que trotskistes et anciens staliniens, qui conservent une certaine influence, ont concentré leurs forces sur un mouvement de réappropriation de l'UGTA, l'ancien syndicat unique intégré à l'État. Effectivement, son dirigeant, Abdelmadjid Sidi Saïd a fait partie de ceux qui ont appelé à un 5<sup>e</sup> mandat d'Abdelaziz Bouteflika, avant de se mettre du côté du chef de l'état-major de l'armée. Mais ils sont restés dans un cadre strictement organisationnel et n'ont pas cherché à déborder l'appareil. Leur objectif était d'empêcher la tenue du congrès extraordinaire de l'UGTA annoncé en juin. Or, il s'est tenu et c'est une défaite pour eux.

D'ailleurs, le nouveau secrétaire général de l'UGTA, Salim Labatcha, est un ancien dirigeant du Parti des travailleurs (PT). Le PT (parti trotskiste lambertiste) a longtemps eu une relation fusionnelle avec cet appareil hautement bureaucratique qu'est l'UGTA. Les syndicalistes qui sont un peu plus « lutte de classe » dans l'UGTA restent soumis au cadre organisationnel. De l'autre côté, des syndicalistes dits autonomes qui sont en dehors de l'UGTA, sans être forcément plus offensifs, ont décidé de ne pas mettre en avant la question sociale. Leur propos a été de dire : « nous sommes dans le mouvement populaire contre le 5<sup>e</sup> mandat et le régime, mais nous ne voulons pas apparaître comme étant un facteur de division ». Ainsi, les travailleurs et les exploités ne devraient donc pas agir en leur nom propre et la question de la grève devrait éventuellement être posée plus tard, selon les circonstances du moment.

Ce faisant, ils se sont totalement soumis à un agenda politicien. Eux aussi ont pesé dans un mauvais sens à mon avis. À côté de cela, les mouvements éclatés et localisés, appuyés parfois par des syndicalistes autonomes ou de l'UGTA, ne sont pas encore coordonnés à ce stade. Cela pourrait pourtant être une perspective de lutte intéressante : une coordination des boîtes, des ateliers, des administrations, des travailleurs en grève ou privés d'emploi. Cependant, une chose qui pèse

chez les exploités et qui explique le très faible niveau d'auto-organisation, c'est qu'il y subsiste encore certaines illusions sur les organisations (syndicats, associations, partis, etc.), les personnalités nationales, mais aussi sur l'action du chef d'état-major. Ils ont pu s'interroger sur le rôle d'arbitre qu'essaye d'avoir Gaïd Salah qui prétend être avec le peuple tout en disant « n'allez pas trop loin, n'ayez pas d'exigences trop démesurées ». En effet, il met en prison des corrompus, des oligarques, des chefs de partis politiques comme Louisa Hanoune. De plus, il a fait mine d'aller dans le sens des revendications populaires tout en se montrant de plus en plus menaçant ou insultant à l'égard des contestataires les plus déterminés.

***Pourtant le mouvement a déjà mis fin au 5<sup>e</sup> mandat, obtenu le départ de Bouteflika, puis l'annulation du scrutin présidentiel du 4 juillet.***

Effectivement, ce mouvement a connu des victoires puisque le 5<sup>e</sup> mandat n'a pas eu lieu et les élections prévues le 4 juillet non plus. Mais je suis du côté des



partisans de la révolution sociale, même s'ils sont pour l'heure minoritaires en Algérie comme ailleurs. Face à l'aspiration massive et radicale de rejet du régime, ce mouvement peut, et aurait déjà pu, aller beaucoup plus loin. Il ne se s'agit pas de minorer les victoires, mais le régime et l'État ne se sont pas évaporés. D'ailleurs, beaucoup de manifestants, malgré le mot d'ordre

de « système dégage » souhaitent que l'État, l'armée et la police se maintiennent. La question du rapport aux forces de répression n'a pas toujours été très claire étant donné leur poids dans la société. Mais une décantation est en train de se produire, en raison de l'intensification de la répression. La société algérienne a son histoire propre et tout est en train d'être remis sur la table, à son rythme. La plupart des questions ne vont pas être réglées en quelques semaines ou quelques mois. Mais on sait aussi que le temps peut jouer contre notre camp.

Au début du mouvement, on entendait des slogans comme : « le peuple, l'armée, la police, on est tous des frères ». Les jeunes des classes populaires qui voulaient aller tout de suite vers le palais présidentiel à Alger ont été diabolisés, accusés d'être des agents du régime et de vouloir salir ce si joli mouvement pacifique... Ils ont été tabassés, arrêtés, emprisonnés. La répression était là dès le début, mais on a commencé à en parler quand elle s'est déplacée en touchant d'autres segments de la population peu portés à la confrontation avec la police. Progressivement, il y a eu des slogans de plus en plus

hostiles envers la police. Idem pour l'armée. Quand le chef d'état-major a commencé à intervenir avec un ton menaçant et paternaliste, de plus en plus de slogans contre l'armée ou pour qu'elle reste dans ses casernes se sont fait entendre. Avec parfois des demandes de démission de Gaïd Salah ou le souhait d'un État civil et non militaire. Cela participe de cet apprentissage qui commence à désigner ces institutions comme n'étant pas des alliées potentielles. J'espère qu'il en sera de même avec la bourgeoisie algérienne, en refusant plus clairement les initiatives interclassistes.

### ***Aujourd'hui, où en est la révolution algérienne ?***

Pendant le mois de ramadan, le mouvement ne s'est pas essoufflé contrairement à ce qu'escomptait le régime. Par contre, on m'a rapporté que les jeunes des classes populaires ont reflué. Ils seraient moins présents dans les manifestations parce qu'on leur a fait comprendre que ce mouvement n'est pas le leur. Soit parce qu'ils ont été stigmatisés, en raison du très grand mépris de classe qu'ils subissent de la part de la petite bourgeoisie, soit parce que leurs aspirations ne sont pas prises en considération par les figures les plus en vue du mouvement. Je ne sais pas si ce reflux est définitif ou s'ils vont revenir d'une autre manière, mais j'espère qu'ils s'exprimeront par leurs propres moyens. Ce reflux expliquerait peut-être pourquoi associations et partis politiques relèvent la tête désormais et essaient de se poser comme direction alternative au mouvement. De fait, ils sont déjà en train de négocier. L'armée et la bourgeoisie veulent aller le plus vite possible vers des élections présidentielles pour que l'économie redémarre, selon leur argumentaire et leur agenda, et que finalement tout redevienne comme avant, au bénéfice des possédants.

Des éléments se réclamant de la société civile algérienne, toutes classes et sensibilités confondues, ont lancé le 15 juin une plateforme extrêmement modérée, avec des démocrates, des courants religieux, certaines féministes, des syndicalistes droitiers, des néolibéraux. Ils ont adopté une feuille de route *a minima*, d'autant qu'il y avait un clivage entre les partisans de la constituante et ceux qui voulaient aller vers des élections présidentielles. Ils ont décidé ensemble d'appeler à un gouvernement d'union nationale et à la création d'une commission qui superviserait des élections transparentes. Cet appel n'aborde pas la question sociale, l'égalité entre les hommes et les femmes – ce qui a fait claquer la porte à des féministes – ou la séparation du religieux et du politique. Et cela pour ne pas mécontenter les plus conservateurs. Quelques jours après, il y a eu une autre réunion qui a constitué un « pôle démocratique ». Elle a regroupé des trotskistes (PST et PT), d'anciens staliniens (MDS et PLD), des sociaux-démocrates (FFS) et

des courants plus droitiers comme le RCD ou l'UCP. Ils ont produit une plateforme qui apparaît plus progressiste, parce qu'elle soulève le principe de l'égalité hommes-femmes et la question sociale, mais cela reste dans l'ensemble réformiste, étatiste, avec une empreinte nationaliste, ce qui est assez courant en Algérie.

Des choses vont bouger cet été et à la rentrée. Les partis politiques veulent montrer qu'ils peuvent constituer une alternative raisonnable et rassurante pour les possédants et les partenaires internationaux de l'État algérien alors que ce sont des coquilles vides. Ce qui ne doit pas nous faire oublier leur capacité de nuisance et de parasitage. Leur crainte, c'est la crise. Ils ne veulent pas approfondir les contradictions du processus actuel et les dépasser dans une perspective réellement émancipatrice. Les démocrates ou la gauche de la gauche sont déjà en train d'offrir une alternative aux tenants du pouvoir. Ils sont déjà dans la négociation en sachant où veulent les mener l'armée et la bourgeoisie. En cela, ils

***je suis du côté des partisans de la révolution sociale, même s'ils sont pour l'heure minoritaires en Algérie comme ailleurs***

désarment politiquement les individus qui sont prêts à aller de l'avant mais qui subissent encore leur influence directe ou indirecte. C'est pourquoi il ne faut pas lâcher la

critique sur des bases claires, pour l'auto-organisation à la base et en dehors des appareils bureaucratiques. Quand on œuvre pour la transformation de la société et la destruction de toutes les formes de pouvoir, on ne peut pas se contenter des vieilles recettes politiciennes ou des mots d'ordre dépassés par la situation, comme la constituante.

***Mais si l'on passe d'une société aussi répressive que celle gouvernée par le FLN depuis 1962 à une société vaguement démocratique avec des droits arrachés par un mouvement populaire, n'est-ce pas malgré tout un progrès important pour la société algérienne, et les Algériens eux-mêmes ?***

Chaque conquête, chaque acquis, chaque pas en avant est déjà une victoire. Le fait que Bouteflika ne se soit pas présenté, que les élections ne se soient pas tenues en juillet, c'est déjà quelque chose d'extraordinaire. Le fait que des millions de personnes descendent dans la rue, occupent parfois des espaces, se regroupent sans être dispersées par la police est énorme, par rapport à la situation antérieure où régnait le désespoir. J'insiste là-dessus : les personnes qui aujourd'hui sont dans la rue, essaient d'intervenir, de s'exprimer, de se regrouper étaient parfois sur le départ, il y a encore quelques mois. Ils étaient prêts à quitter l'Algérie. Pour eux, c'était foutu, le peuple algérien ne valait pas la peine qu'on se batte pour lui s'il acceptait un cinquième mandat et l'humiliation permanente.

**(Suite et fin de l'entretien sur <https://rapportsdeforce.fr>)**

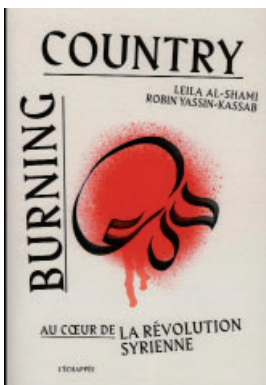
# Morceaux choisis

## L'anti-impérialisme des imbéciles

À défaut de récits incarnés, la révolution, puis la guerre en Syrie, ont été l'occasion d'un retour en force du langage de la « géopolitique ». Avec le ton assuré de celui ou celle qui croit voir plus loin, on a vu ressurgir le réflexe des discours « campistes » : face au traditionnel camp « impérialiste », emmené par les États-Unis, se dresserait un camp supposément « anti-impérialiste » emmené par la Russie, l'Iran et... le régime syrien.

De cette convergence de facto entre une vision calquée sur une division du monde en deux camps et celle, apparemment opposée, de la « guerre contre la terreur » incessamment renouvelée depuis le 11 septembre 2001, a résulté un tableau grossier mais idéologiquement praticable par les uns et les autres : la Syrie comme échiquier géopolitique où se mènent des batailles homériques contre les forces du mal.

Le « campisme », au regard duquel les révolutions arabes n'étaient guère plus que des « tentatives de déstabilisation orchestrées par la CIA ou Soros », est désormais un langage unique et une interprétation partagée par des pans entiers de la gauche – notamment la France insoumise en matière de politique internationale – et de l'ultra-droite, ainsi que par une partie de la droite souverainiste. Ce qui, à chaque fois, est dénié, c'est la capacité des personnes engagées sur le terrain à agir en raison de leurs propres convictions et non en tant que simples agents de stratégies qui leur échappent. Cela revient ni plus ni moins à condamner par avance toute tentative révolutionnaire un peu conséquente en la renvoyant, exactement comme la propagande de Bachar, aux « agissements d'agents étrangers occultes ». Ainsi, cette approche, qui témoigne de la pénétration durable du conspirationnisme dans ce qu'il reste de la gauche, finit inmanquablement par s'aligner sur les logiques étatiques les plus cyniques.



Préface à l'édition française, signée « Quelques ami.e.s s de la Révolution syrienne... », à Leila Al-Shami, Robin Yassin-Kassab, *Burning Country – Au cœur de la révolution syrienne*, l'échappée, 2019.



## Du confusionnisme, bien sûr, mais pas que chez les Gilets jaunes

D'un mouvement parti sur des revendications concernant des taxes sur l'essence, et soutenu dans un premier temps par les petits patrons du transport routier, on pouvait légitimement craindre un certain confusionnisme. Cela a évidemment été le cas, et nous avons été nombreux et nombreuses à nous interroger (et à continuer de le faire), par exemple, sur le sens réel de ces références incessantes au drapeau tricolore ou à la Marseillaise ou sur le caractère interclassiste du mouvement. Nous avons pu nous agacer de voir, dans un premier temps, cette volonté de convaincre les « forces de l'ordre » de rejoindre ce mouvement, avant d'être étonné.es de la violence de certains affrontements avec les polices de la part de manifestant.es peu habitué.es à ce genre de pratiques (et pas seulement dans les manifestations parisiennes), une fois qu'il était clair pour tout le monde que « la police » n'est pas là pour nous protéger mais bien pour défendre l'ordre social. Mais le confusionnisme est aussi venu de là où on ne l'attendait pas forcément. François Ruffin rendant hommage à Étienne Chouard, l'idiot utile du soralisme, et le remettant sur le devant de la scène, c'est affligeant. Mais cela l'était sans doute moins que les propos d'Éric Hazan expliquant que « *les ennemis de mes ennemis ne sont pas vraiment des amis, mais un peu quand même* ». On sait ce à quoi de telles positions peuvent conduire certaines organisations, par exemple, sur le plan international. Mais, au-delà de donner de la matière à ceux qui rêvent ou fantasment un front des « anti-système » (et qui, jusque-là, ne se trouvaient pas vraiment dans le camp des révolutionnaires, ni même des progressistes), c'est un coup porté à celles et ceux qui luttent et luttent contre la présence et la banalisation de l'extrême droite dans ce mouvement et ses suites.



Contribution de Frédéric Bodin dans *Les Utopiques* N°11 (été 2019).

La revue *Les Utopiques* a désormais un site internet : <http://www.lesutopiques.org/>



# Des Auteurs Monde !

« Les livres sont nos biens les plus précieux. Ils ne sont pas seulement des témoignages du passé, ils sont aussi des vaisseaux d'exploration qui nous permettent de mieux comprendre le monde ». J. -M. G. Le Clézio, *Quinze causeries en Chine*. Gallimard, 2019.

« Au cœur de la tourmente, qui ne voit qu'elle prend deux formes, assourdissantes : celle des bavardages incessants et celle du grand silence apeuré ? Nous ne pourrions les affronter que par une conjuration de patience, de travail, d'amitiés, d'invention, de courage – bref, une conjuration d'intelligences qui trouve sa forme dans l'ordre des livres. » P. Boucheron, *Ce que peut l'histoire*, Fayard, 2016.

## 1./ L'esprit du temps et son « vacarme » constant dans l'espace-temps du monde

Dans *Mauvaises pensées et autres*, à la « pensée » de Pascal « Le silence éternel des espaces infinis m'effraie », Paul Valéry oppose son négatif : « Le vacarme intermittent des petits coins où nous vivons me rassure ». Vacarme, aujourd'hui, pluriel et permanent : mielleux slogans des publicités commerciales ; médiatique bateleur des politiques politiciennes ; harcèlement, économique et politique, sempiternel ; pollutions physiques et mentales. Soudain, bonheur de lecture : *Un été avec Paul Valéry*, de Régis Debray, en 2019, le découvre en « lanceur d'alerte insoupçonné ». Debray propose, pour le programme de l'ENA, *Regards sur le monde actuel* (1931) où tout est encore, dit-il, d'une « totale actualité ». Pour se comprendre, une personne se penche sur son passé. Par contre, pour l'humanité, on trouve normal de se désintéresser de son origine et de son développement. On s'effraie d'un présent qui nous laisse impuissants. À côté d'une humanité bavarde qui masque les tragédies, une humanité s'interroge et réfléchit sur la connaissance de ces mondes humains ne cessant de se produire et de se réduire. Valéry, Debray, deux lanceurs d'alerte, deux auteurs monde !

## 2./ Productions et réductions du monde

Dans sa globalisation économique tronquée, le présent désaxé ne dément pas le passé. Voyons cela. Et d'abord, côté Religion. Dans l'Europe occidentale post-romaine, le monde relève d'elle, chrétienne puis catholique (universelle). Alliée au politique, elle le domine si possible. Devant faire ses preuves, elle est même « miraculeuse ». La domination obtenue, elle sélectionne, privatise, pervertit jusqu'au Paradis vendu en indulgences, ses sub-primes. Schisme protestant et guerres de religion sont l'occasion pour le pouvoir politique de retrouver ses atouts. Un « consortium d'États européens », divisés et rivaux, atteint le sommet du pouvoir. Le servage a été dépassé mais l'esclavage colonial planétaire se déploie. Ces États européens crispés sur leur imaginaire de domination se défigurent à l'extrême. Un boomerang de sa violence leur revient avec les tragédies guerrières, militaires et civiles,

de 1914 à 1945. Une telle inhumanité du politique encore dominant va bientôt laisser la première place à « l'économie politique » dont la dénomination disait déjà la vérité. Des inventions athéniennes, économie monétaire, métaphysique, science, politique élitiste se retrouvent en Europe de l'Ouest. Dans la Baltique et la mer du Nord, la Ligue hanséatique tient déjà tête au roi du Danemark. En Méditerranée, les cités marchandes italiennes, avec Venise dont le doge décline le titre de roi. Venise est devenue plus riche que son principal commanditaire, l'empire byzantin. Il faudra quand même attendre un millénaire jusqu'en 1989. À cette date, la seule concurrence économique stimulée au sein de la Triade – USA, Europe, Japon – met, sans guerre chaude, l'URSS à genoux et oblige la Chine à considérer dans sa politique la perspective capitaliste. L'Occident, à dominante étatsunienne, déploie son atout, l'économie financière informationnelle mondiale.

## 3./ Globalisation économique et information monde : les auteurs monde

Face à l'information médiatique plus ou moins serve, l'information « vérifiable, falsifiable » du réel en devenir, résiste et s'exprime. D'un côté, les lanceurs d'alerte affrontent des adversaires déclarés qui les combattent. D'un autre côté, la même « domination » ayant aussi besoin d'informations véridiques, objectives, est conduite à ne pas rejeter d'emblée les œuvres des auteurs monde. Certes, les perversions se poursuivent par insouciance, intérêt privé, ignorance, rendant souvent confuse la distinction entre les deux globalisations économique et informationnelle. Les auteurs monde doivent constamment reconfigurer l'ensemble à grand frais. De ce fait, leurs travaux requièrent quantité de connaissances et déploient profondeur des analyses et des synthèses. Même si nombre d'entre eux cherchent à rendre plus facile l'accès à leur œuvre, les bruits incessants paralysent la lecture. Cela n'empêche pas que les auteurs monde, depuis leurs ancêtres dès les écritures inventées, se multiplient aujourd'hui. Ils commencent même à nous apparaître ensemble comme un collectif d'inventeurs de nouveaux langages informationnels. En relation aux mondialisations et mondialités, anciennes ou récentes, ils produisent les langages d'une « action-pensée » monde nouvelle. À partir de leur spécialité, étendue et approfondie, les auteurs monde se situent dans un horizon non limité de connaissance du tout du monde. On peut déjà les regrouper selon au moins trois orientations interdépendantes : Histoire-monde, Science-monde, Philosophie-monde.

## 4./ Histoire identitaire événementielle et histoire plurifonctionnelle destinale

Subrahmanyam (2014 : 18) rappelle qu'en mai 2000 il avait, avec Gruzinski, organisé une journée d'études : « Penser

le Monde, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles ». Il observe que « dans un premier temps, l'Histoire est un récit égoïste. » Depuis celle du clan jusqu'à celle de l'État-nation. Toutefois, l'histoire comparée, l'histoire réfléchie quant aux fonctionnements des différentes sociétés sont fort anciennes. Hérodote s'interroge sur l'absence en Égypte d'institutions analogues aux jeux Olympiques grecs. De comparaison en comparaison, les sociétés et les pays étudiés commencent à faire un monde et les durées s'allongent. Polybe (208-126 AEC) est, pour Subrahmanyam (2014 : 25-29), l'auteur d'une « première histoire universelle par sa méthodologie sinon par sa géohistoire qui traite de l'ensemble du monde romain ». Quelques décennies après, Sima Qian (145-86 AEC), dans sa grande œuvre, *Shiji*, couvre presque 2 000 ans d'histoire chinoise. Stuurman (2013) réunit ces auteurs avec d'autres, bien après eux, dont surtout Ibn Khaldûn (1332-1406). Il indique ainsi que la construction de l'histoire globale s'est poursuivie sur plus d'un millénaire en s'étendant sur au moins trois civilisations et trois continents. L'histoire référée aux identités des gouvernants comme aux événements qui les glorifient, reste d'abord identitaire, événementielle, locale et ponctuelle. Ensuite, elle se développe aussi en temps, espaces et fonctions : des pays aux continents, à la planète. Elle entraîne le simple identitaire événementiel vers une interrogation destinale humaine.

##### **5./ Histoire et Civilisations : Berr, Spengler, Valéry, Febvre, Bloch, Toynbee**

La quantité des données historiques est telle qu'elle requiert des fils conducteurs qui les organisent. Analyses et synthèses sont sollicitées de multiples points de vue dans un maximum de domaines. Henri Berr (1863-1954) fonde en 1900, une *Revue de synthèse historique* et, en 1920, la collection éditoriale « L'Évolution de l'humanité ». Dès 1918, Spengler avait déjà titré sur la fin de la civilisation occidentale. Valéry se rend célèbre en généralisant : « Nous autres civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. » En 1929, Lucien Febvre et Marc Bloch soulignent que leurs *Annales d'histoire économique et sociale* ont pour perspective une histoire « complète », une histoire « totale ». De 1934 à 1961, Arnold Toynbee (1889-1975) produit une douzaine de volumes présentant les civilisations selon la métaphore biologique. Les civilisations naissent en répondant à un défi écologique et font alors souvent des miracles. Elles rencontrent aussi d'autres défis qu'elles surmontent mal. Leur déclin commence. Se raidissant pour l'éviter, elles aggravent la situation. Toynbee (1976/1994) va jusqu'à parler du « cancer du militarisme ». Voyons maintenant l'après Toynbee.

##### **6./ Après Toynbee. Sociétés, civilisations, histoire humaine une et fractale**

Toynbee reste dans une histoire monde à dominante identitaire événementielle. Toutefois, elle intègre le premier niveau des grands pays politiques dans un deuxième niveau : les civilisations. Certes le lien entre les deux est

souvent fort. C'est néanmoins une réussite exceptionnelle d'avoir fait passer l'histoire à des degrés supérieurs d'identités et d'événements. On parle de civilisations mésopotamienne, égyptienne, chinoise, européenne. Mais il n'y a quand même pas stricte identification. La civilisation déborde son pays de naissance et de développement. On parle de civilisations asiatique, occidentale, africaine... Ou aussi de civilisations chrétienne, musulmane, à partir d'une déclinaison sur un grand nombre de pays politiques différents. Après ces deux niveaux des grands pays et des civilisations, l'histoire monde accède au troisième niveau de l'humanité globale, en nécessité de se définir avec et après Toynbee. En effet, ce 3<sup>e</sup> niveau ne peut pas dépendre d'une nature humaine prétendument commune. Elle n'existe pas et n'a pas à exister. Il y a en lieu et place bien plus : la possibilité de vivre avec, dans et pour une création continuée, antagoniste ensembliste. Seul ce niveau d'humanisation problématique est en mesure de faire exister une humanité autre qu'espèce, telle qu'en elle-même.

Encore fallait-il que ce 3<sup>e</sup> niveau puisse trouver ses bases expérientielles spécifiques fondamentales ! C'est là qu'interviennent les trois grandes figures de l'humain. Elles ne constituent pas un commun naturel mais un commun pratique effectif produit dans l'ensemble des constructions historiques. Il y a, d'abord la 1<sup>ère</sup> figure de l'humain. Elle est constituée par les milliards de conduites concrètes « actives, passives » toujours difficilement distribuées que produisent les milliards d'êtres humains. Elles comportent toutes leurs (dés)orientations, leurs (é)motions, leurs (dés)stabilisations, leurs fantasmes et leurs fantaisies. Elles tendent à s'organiser en degrés d'extension temporelle, spatiale, fonctionnelle comme en degrés d'intensité expressive. Même si elles vont ainsi dans tous les sens, elles se retrouvent prises dans de grandes fonctions sociales organisatrices dont nous avons vu que l'histoire les a plutôt regroupées en de quasi mondes rivaux peut-être complémentaires (sans garantie) : religieux, politique, économique puis informationnel. Avec leurs mondes apparentés : écologiques, esthétiques, familiaux, scientifiques... Tous ces regroupements rivaux et interdépendants constituant la 2<sup>e</sup> grande Figure de l'humain la plus ostensiblement contradictoire et en même temps médiane et médiatrice. Enfin, articulant diversement toutes conduites et toutes institutions, les grandes formes de société, 3<sup>e</sup> figure de l'humain. Diversifiées, opposées voire hostiles, elle se font face, se tiennent (!) se maintiennent (!) se développent (!) voire l'emportent (!) Plusieurs auteurs monde du 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles ont contribué, en tout ou partie, aux études pratiques et théoriques inventant ce nouveau langage des trois grandes figures de l'humain, indispensables au 3<sup>e</sup> niveau de formulation globale. C'est par exemple le cas de Dumézil, Needham, Cosandey, Jullien... Voyons comment.

##### **7./ Georges Dumézil : les trois puissances des sociétés humaines antiques**

On a polémique autour de son œuvre, dans la mesure où,



Photo : *Prélude à la civilisation*, Victor Brauner, 1954.

avec sa mise en avant de la mythologie tripartite indoeuropéenne, il aurait contribué à renforcer le détachement, le reniement du mythe biblique à la source du christianisme, référence pour partie fondatrice de l'Europe. Mais l'œuvre d'un auteur ne peut pas être ainsi toute responsable de ce que d'autres pensent y trouver. Quant à l'auteur, les exceptionnelles intuitions, documentations, analyses et synthèses qui sont les siennes ne sont pas compromises par un défaut mineur de généralisation qui paraît s'y trouver. Au contraire même. Si Dumézil (1995) avait d'emblée énoncé la tripartition entre le roi-prêtre, le chef politique militaire, l'acteur économique diversifié comme caractéristique fondatrice de toutes les sociétés humaines, que n'aurait-on pas critiqué dans une telle généralisation non prouvée et d'ailleurs non prouvable ! Sa centration, sur les « Indoeuropéens » et leurs panthéons, relevait de la simple rigueur d'une étude devant respecter les singularités étudiées. À d'autres, de savoir et de découvrir qu'ailleurs les investissements des acteurs humains religieux, politiques (administratifs et militaires), économiques (techniques, commerciaux, industriels), se manifestaient aussi sous d'autres sortes de formes et de symboles. En tout cas, Georges Duby (1919-1996) voit bien la tripartition au Moyen Âge chrétien : « *oratores, pugnares, laboratores* » (2019). Fernand Braudel (1902-1985) tient compte de cette tripartition pour organiser « *Le Temps du Monde* » (1979/2017). Leurs actuelles rééditions attestent bien des références toujours nécessaires à ces auteurs monde d'hier.

### **8./ David Cosandey : Méreuporie, quadripartition des sociétés, destin des humains ?**

Georges Dumézil (1898-1986) et David Cosandey, qui avait 21 ans à la mort du premier, apparaissent *a priori* peu rapprochables. L'information monde et la pensée monde qui sont en œuvre permettent de comprendre qu'ils le soient aujourd'hui devenus. En raison de l'intelligibilité supplémentaire de l'histoire que ce rapprochement apporte. Là où Dumézil, minutieusement, se cantonne largement à l'Antiquité, Cosandey traverse en un

seul livre les trois derniers millénaires. Ayant souvent présenté son œuvre (Demorgon : 2016, 2018, 2019), nous serons bref. Il met en évidence un phénomène historique planétaire de première importance « la méreuporie » qui, à notre connaissance, n'a jamais été découverte comme régulièrement reproduite dans un tel déploiement planétaire et sur une telle durée. Cette découverte peine d'ailleurs à se faire admettre chez les politologues, historiens, et épistémologues comme dans le grand public à l'exception d'une partie de la nouvelle philosophie de l'histoire. La « méreuporie » (division à bonne issue) est un très beau néologisme pour rendre compte de ce phénomène exceptionnel. Cosandey a failli le retirer en le remplaçant par une expression longue : « système stable d'États divisés, prospères et rivaux ». De quoi s'agit-il ? Lors de guerres que se font des États, il arrive qu'aucun belligérant ne l'emporte sur les autres. Un régime de rivalités poursuivies s'organise variant d'intensité. Des moments émergent permettant aux États d'attendre découvertes scientifiques et inventions techniques susceptibles d'être décisives. La victoire obtenue, l'État vainqueur fonde un empire qu'il doit consolider, développer, étendre. L'autorité et les contrôles nécessaires sont peu compatibles avec la liberté indispensable au progrès en science et en technique. Sans être oubliées, celles-ci sont négligées. Mais les empires, même les plus puissants,

s'affaiblissent, sont envahis, vaincus. Quand ils se morcellent, ils font souvent émerger de nouveau le contexte favorable à la méreuporie. Cosandey étudie possibilités et réalités des méreupories du 2<sup>e</sup> millénaire AEC à nos jours. Sa

démonstration est sans appel. Le cumul quantitatif et le développement qualitatif des méreupories vont avoir une influence décisive sur l'évolution des sociétés. C'est un véritable fil rouge de l'histoire. Pourquoi et comment ? Les premiers grands États fondent leur autorité en associant religion et politique administrative et militaire. Ils contrôlent mieux ainsi les acteurs de l'économie dont les intérêts, les libertés, la réussite, l'influence risquent de leur échapper. Or, la suite des méreupories va régulièrement développer l'information scientifique et technique. Celle-ci, une fois désappropriée, diffusée, partagée, cumulée, réorganisée, devient pour les acteurs de l'économie une ressource décisive. Ils en usent et font tout pour l'accroître. C'est ainsi qu'associées, l'économie et l'information deviennent alors le moteur le plus efficace de développement des sociétés. La religion et la politique perdent en Occident la place première qui était la leur. Elles se retrouvent subordonnées. L'œuvre de Cosandey nous décrit ainsi scientifiquement le long passage de la tripartition dumézilienne des sociétés à la quadripartition actuelle de l'humanité. L'équilibre instable privilégiant le théologico-politique ou le politico-religieux s'est en Oc-

cident retourné en un équilibre instable privilégiant l'économie informationnelle et ses acteurs, leur permettant de partir à la conquête de la planète. Le destin des humains relève dès lors des meilleures dis-associations d'économie et d'information, de politique et de religion. Le secret n'en est pas trouvé ! Impossible de préjuger de la suite des erreurs et des fautes que les ensembles humains et leurs gouvernants continuent déjà de commettre !

### 9./ De Joseph Needham à François Jullien

Arnold Toynbee a largement contribué au passage au niveau « supérieur » de globalisation – qui prend désormais l'humanité comme objet de recherche. La relation actuelle des deux niveaux prend cependant un nouveau sens aujourd'hui. L'un des auteurs monde qui y contribue est François Jullien. Son œuvre, référée à l'étude traditionnelle des civilisations, a suscité des incompréhensions. Pour Jullien, le sentiment dominant a été celui d'une impasse de la philosophie monde occidentale dans sa dominante métaphysique. Ce en quoi il rejoint la pensée critique qui s'est manifestée chez les plus grands : Marx, Nietzsche, Bergson, Whitehead, Bachelard, Levinas, Derrida, Vioulac. Toutefois, au lieu de développer une critique interne, Jullien innove en s'engageant dans une critique externe à partir de la civilisation chinoise. Cette critique doit être aussi celle du concept de différence au bénéfice du concept d'écart. Ce n'est pas un détail mais un changement fondamental. La « différence » glisse facilement vers une opposition voire une incompatibilité irréductible. Mais l'orientalisme et l'occidentalisme ont vécu. Pour Jullien aussi, le primat est celui du 3<sup>e</sup> niveau : l'ensemble de tous les humains. On peut certes comparer ou opposer (comme Huntington) des civilisations, mais à quoi bon jouer les prophètes tant les données et leurs conséquences interactives peuvent changer ? Mieux vaut tenter de comprendre ce que peut susciter de neuf la compréhension des écarts que les deux civilisations font faire aux humains dans leurs relations au monde et entre eux. C'est là que l'on peut trouver quelque chose d'encore inconnu. D'autant que les civilisations n'ont pas seulement compris qu'elles étaient mortelles, elles commencent à comprendre qu'elles ont plus de chance de survivre en comprenant leurs évolutions difficiles. L'œuvre très vaste de F. Jullien prend de mieux en mieux son sens à mesure que la difficulté de son travail augmente. Il lui faut intégrer « comparatif-descriptif », « compréhensif, explicatif » dans un dialogisme impliqué. Il s'agit de produire à nouveaux frais une « action-pensée » monde qui tienne compte de ce que les deux civilisations chinoise et occidentale ont déjà elles-mêmes dû pondérer ou corriger de leurs orientations premières. Qu'il s'agisse de compléments, de corrections voire de retournements. Cela est patent pour un autre auteur monde, bien antérieur mais non dépassé Gaston Bachelard (1884-1962) dont Le nouvel esprit scientifique a clairement montré qu'il était parvenu à une *Philosophie du non* (1942) : géométries non

euclidiennes, physiques non newtoniennes, épistémologie non cartésienne, logique non aristotélicienne, celle par exemple du « tiers inclus » de Stéphane Lupasco (1900-1988) et de bien d'autres. Depuis Marx, Nietzsche, Bergson, Whitehead et d'autres, le changement d'orientation concernant la Science-monde et la Philosophie-monde résulte du passage du second niveau des civilisations au 3<sup>e</sup> niveau de l'humanité planétaire qui est parallèle et interactif avec le passage du 2<sup>e</sup> au 3<sup>e</sup> régime de science que nous avons aussi mis en évidence (Demorgon, 2018). Le biochimiste britannique Joseph Needham (1900-1995) est exemplaire de ce passage. Il construit sa vie autrement après sa rencontre avec Lu Gwei djen, comme lui, biochimiste, mais avant lui historienne des sciences. Dès lors, il s'engage avec elle dans une histoire monumentale de la science chinoise en 27 volumes. Son intérêt pour la Chine ne l'empêche pas de formuler le problème auquel on a donné son nom : pourquoi la science chinoise, incroyablement en avance sur la science occidentale, s'est-elle arrêtée au 17<sup>e</sup> siècle, alors qu'à l'inverse la science européenne se développe de plus en plus et en tout domaine sans s'arrêter ? Avec Needham, comme avec François Jullien et d'autres aujourd'hui, quand deux civilisations se rencontrent, ce n'est plus seulement pour des études comparatives entre l'une et l'autre, c'est pour une question plus fondamentale : qu'en est-il à partir d'elles des modalités d'évolution de l'« action-pensée » monde en mesure de rendre compte de l'évolution de l'humanité ? La question ne porte pas seulement sur l'histoire des sciences mais sur l'histoire entière. Vivent les auteurs monde qui s'y consacrent aujourd'hui ! Pussions-nous les accompagner et faire en sorte que les humains cessent de mettre des siècles à comprendre leurs histoires certes bien complexes ! Pour qu'elles puissent enfin n'en faire qu'une sans rien renier des écarts mais en les faisant travailler entre eux ! Bref, qu'advienne l'antagonisme ensembliste dans lequel nous tâtonnons y compris tragiquement !

Jacques DEMORGON

### Bibliographie

- Bachelard G., *La philosophie du non*. PUF, 1942.
- Braudel F., *Le Temps du Monde*. A. Colin, 1979/2017.
- Cosandey D., *Le secret de l'Occident*. Flammarion, 2007.
- Debray R., *Un été avec Paul Valéry*. Équateurs France Inter, 2019.
- Demorgon J., *L'histoire destinale des Civilisations*. Chisinau (Moldavie), Ulim, 2019.
- Demorgon J., Cf. *Synergies Monde méditerranéen* n° 6. Sylvains-lès-Moulins, Gerflint, 2018.
- Demorgon J., *L'homme antagoniste*. Economica, 2016.
- Duby G., *Œuvres*. La Pléiade. Gallimard, 2019.
- Giraud P.-N., *L'homme inutile*. 2<sup>e</sup> éd. Odile Jacob, 2018.
- Dumézil G., *Mythe et épopée*. 3 t. Gallimard, 1995.
- Ibn Khaldûn, *Le livre des exemples*. 2 t. Gallimard, 2002/2012.
- Needham J., *Science and Civilisation in China*. Cambridge : U. Press, 1954.
- Subrahmanyam S., *Aux origines de l'histoire globale*. Collège de France et Fayard, 2014.
- Stuurman S., in Moyn et Sartori (dir.) *Global Intellectual History*. NY C. Univ. Press, 2013.
- Toynbee A., *La grande aventure de l'humanité*. Payot, 1976/1994.
- Valéry P., *Regards sur le monde actuel*. Gallimard, 1931.
- Valéry P., *Mauvaises pensées & autres*. Gallimard, 1942.

## La destruction de la nature

Nous publions ici une traduction inédite d'un texte d'Anton Pannekoek, paru en 1909. La *RP* a publié une biographie de Pannekoek, signée Paul Mattick, dans son N° 472 (mai 1962). Nous remercions Philippe Bourrinet pour nous avoir autorisé cette publication.

De nombreux écrits scientifiques se plaignent avec émotion de la destruction croissante des forêts. Or ce n'est pas seulement la joie que chaque amoureux de la nature éprouve pour la forêt qui doit être prise en compte. Il existe aussi d'importants intérêts matériels, voire des intérêts vitaux pour l'humanité. Avec la disparition des riches forêts, des pays connus dans l'Antiquité pour leur fertilité, densément peuplés, véritables greniers pour les grandes villes, sont devenus des déserts pierreux. La pluie n'y tombe que rarement, ou des pluies diluviennes dévastatrices emportent les minces couches d'humus qu'elle doit fertiliser. Là où la forêt des montagnes a été anéantie, les torrents alimentés par les pluies de l'été roulent d'énormes masses de pierres et de sable, qui dévastent les vallées alpines, déforêtent et détruisent les villages dont les habitants sont innocents «du fait que le profit personnel et l'ignorance ont détruit la forêt dans les hautes vallées et la région des sources».

« Intérêt personnel et ignorance » : les auteurs, qui décrivent avec éloquence ce désastre, ne s'attardent pas sur ses causes. Ils croient probablement qu'il suffit d'en souligner les conséquences pour remplacer l'ignorance par une meilleure compréhension et en annuler les effets. Ils ne voient pas qu'il s'agit d'un phénomène partiel, l'un des nombreux effets de nature similaire du capitalisme, ce mode de production qui est le stade suprême de la chasse au profit.

Comment la France est-elle devenue un pays pauvre en forêts, au point d'importer chaque année des centaines de millions de francs de bois de l'étranger et de dépenser beaucoup plus pour atténuer par le reboisement les conséquences désastreuses de la déforestation des Alpes? Sous l'Ancien Régime, il y avait beaucoup de forêts domaniales. Mais la bourgeoisie, qui a pris les rênes de la Révolution française, ne voyait dans ces forêts domaniales qu'un instrument d'enrichissement privé. Les spéculateurs ont rasé trois millions d'hectares pour transformer le bois en or. L'avenir était le cadet de leurs soucis, seul comptait le profit immédiat.

Pour le capitalisme, toutes les ressources naturelles ont la couleur de l'or. Plus il les exploite rapidement, plus le flux d'or s'accélère. L'existence d'un secteur privé a pour effet que chaque individu essaie de faire le plus de profit possible sans même penser un seul ins-

tant à l'intérêt de l'ensemble, celui de l'humanité. Par conséquent, chaque animal sauvage ayant une valeur monétaire, toute plante poussant à l'état sauvage et dégageant du profit est immédiatement l'objet d'une course à l'extermination. Les éléphants d'Afrique ont presque disparu victimes d'une chasse systématique pour leur ivoire. La situation est similaire pour les hévéas, qui sont victimes d'une économie prédatrice dans laquelle tout le monde ne fait que détruire les arbres sans en replanter de nouveaux. En Sibérie, on signale que les animaux à fourrure se raréfient de plus en plus en raison d'une chasse intensive et que les espèces les plus précieuses pourraient bientôt disparaître. Au Canada<sup>[1]</sup>, de vastes forêts vierges sont réduites en cendres, non seulement par les colons qui veulent cultiver le sol, mais aussi par les «prospecteurs» à la recherche de gisements de minerais ; ceux-ci transforment les versants montagneux en roches dénudées pour avoir une meilleure vue d'ensemble du terrain. En Nouvelle-Guinée<sup>[2]</sup>, un massacre d'oiseaux du paradis a été organisé afin de se plier à la lubie dispendieuse d'une milliardaire américaine<sup>[3]</sup>. Les folies de la mode typiques d'un capitalisme gaspillant la plus-value ont déjà conduit à l'extermination d'espèces



POUR ORNER LES CHAPEAUX DES BELLES DAMES  
Comment on chasse les oiseaux de paradis à la Nouvelle-Guinée

rares; les oiseaux de mer de la côte est-américaine n'ont dû leur survie qu'à la stricte intervention de l'État. De tels exemples pourraient être multipliés à l'infini.

Mais les plantes et les animaux ne sont-ils pas là pour être utilisés par les humains à leurs propres fins ? Ici, nous laissons complètement de côté la question de la conservation de la nature telle qu'elle se poserait sans l'intervention humaine. Nous savons que les humains sont les maîtres de la terre et qu'ils transforment complètement la nature pour leurs besoins. Pour vivre, nous sommes complètement dépendants des forces de la nature et des richesses naturelles; nous devons les utiliser et les consommer. Ce n'est pas de cela dont il est question ici, mais uniquement de la façon dont le capitalisme en fait usage.

Un ordre social raisonnable devra utiliser les trésors de la nature mis à sa disposition de telle sorte que ce qui est consommé soit en même temps remplacé, en sorte que la société ne s'appauvrisse pas et puisse s'enrichir. Une économie fermée qui consomme une partie des semis de céréales s'appauvrit de plus en plus et doit infailliblement faire faillite. Tel est le mode de gestion du capitalisme. Cette économie qui ne pense pas à l'avenir ne fait que vivre dans l'instantanéité. Dans l'ordre économique actuel, la nature n'est pas au service de l'humanité, mais du Capital. Ce ne sont pas les besoins vestimentaires, alimentaires et culturels de l'humanité, mais l'appétit du Capital en profit, en or, qui régit la production.

Les ressources naturelles sont exploitées comme si les réserves étaient infinies et inépuisables. Avec les néfastes conséquences de la déforestation pour l'agriculture, avec la destruction des animaux et des plantes utiles, apparaît au grand jour le caractère fini des réserves disponibles et la faillite de ce type d'économie. Roosevelt<sup>[4]</sup> reconnaît cette faillite lorsqu'il veut convoquer une conférence internationale pour faire le point sur l'état des ressources naturelles encore disponibles et prendre des mesures pour prévenir leur gaspillage.

Bien sûr, ce plan en soi est une fumisterie. L'État peut certes faire beaucoup pour empêcher l'impitoyable extermination d'espèces rares. Mais l'État capitaliste n'est après tout qu'un triste représentant du bien commun (*Allgemeinheit der Menschen*). Il doit se plier aux intérêts essentiels du Capital.

Le capitalisme est une économie décérébrée qui ne peut réguler ses actes par la conscience de leurs effets. Mais son caractère dévastateur ne découle pas de ce seul fait. Au cours des siècles passés, les êtres humains ont exploité la nature de manière insensée sans penser à l'avenir de l'humanité tout entière. Mais leur pouvoir était réduit. La nature était si vaste et si puissante qu'avec leurs faibles moyens techniques, ils ne pouvaient lui faire subir que d'exceptionnels dommages. Le capitalisme, en revanche, a remplacé le besoin local par le besoin mondial, créé des moyens techniques pour ex-

ploiter la nature. Il s'agit alors d'énormes masses de matière qui subissent des moyens de destruction colossaux et sont déplacées par de puissants moyens de transport. La société sous le capitalisme peut être comparée à la force gigantesque d'un corps dépourvu de raison. Alors que le capitalisme développe une puissance sans limite, il dévaste simultanément



Anton Pannekoek en 1908

l'environnement dont il vit de façon insensée. Seul le socialisme, qui peut donner à ce corps puissant conscience et action réfléchie, remplacera simultanément la dévastation de la nature par une économie raisonnable.

### Anton PANNEKOEK

*Zeitungskorrespondenz* n° 75, 10 juillet 1909, p. 1 et 2.  
Traduction et notes : Ph. Bourrinet (juillet 2019).

#### Notes

[1] La déforestation au Canada représente aujourd'hui la plus grande partie des forêts victimes de déforestation au niveau mondial. La forêt dite intacte y a diminué de 7,3 % entre 2000 et 2013. En 2014, le Canada arrivait au premier rang pour la destruction de forêt vierge au niveau mondial, devant la Russie et le Brésil : <https://www.lapresse.ca/environnement/especes-menacees/201409/06/01-4797772-deforestation-le-canada-montre-du-doigt.php>.

[2] La Nouvelle-Guinée en 1909 était aux mains des Pays-Bas, de l'Empire britannique (Australie) et de l'Allemagne.

[3] En fait, cette destruction répondait aux demandes de riches bourgeoises, tant européennes qu'américaines. Des dizaines d'années durant, le marché de la mode féminine alimenta une chasse systématique pour les besoins d'un commerce extrêmement lucratif. Celui-ci culmina au début des années 1900 : 80 000 peaux étaient alors exportées chaque année de Nouvelle-Guinée pour orner les chapeaux des dames européennes. En 1908, dans les régions de Nouvelle-Guinée qu'ils administraient, les Britanniques déclarèrent la chasse hors la loi. Les Néerlandais les imitèrent seulement en 1931.

[4] Theodore Roosevelt (1858-1919), ancien chef de la police new-yorkaise, secrétaire à la marine, puis engagé volontaire en 1898 dans la guerre contre l'Espagne et Cuba, vice-président sous MacKinley (qui sera assassiné), est deux fois président des États-Unis de 1901 à 1909. Sa présidence est notamment marquée, sur le plan international, par sa médiation dans la guerre russo-japonaise, qui lui vaut le prix Nobel de la paix et son soutien à la première conférence de La Haye en ayant recours à l'arbitrage pour résoudre un contentieux opposant les États-Unis au Mexique. Tout cela dans les intérêts bien compris de la puissance américaine. Sa politique impérialiste, dite du « Gros Bâton », puis le durcissement de la doctrine Monroe, permettent le contrôle total du canal de Panamá par l'État yankee. En politique intérieure, son mandat est marqué par une politique volontariste de « préservation des ressources naturelles » et par l'adoption de deux lois importantes sur la protection des consommateurs. Idéologiquement, il justifiera le massacre des Amérindiens par le capital yankee en le niant purement et simplement : « *Aucune nation conquérante et colonisatrice n'a jamais traité les sauvages qui possédaient les terres à l'origine avec autant de générosité que les États-Unis* » (*The Winning of the West*, Putnam, New York, 1889).

**Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue et les syndicats souhaitant recevoir un numéro gratuit nous le disent en envoyant un mail à [redactionrp@gmail.com](mailto:redactionrp@gmail.com).**

## Littérature et émancipation

Quelques questions à Jacques Baujard, libraire à Quilombo (Paris) et responsable de la collection « Lampe-Tempête » aux éditions L'échappée. Nous reproduisons ci-dessous la déclaration d'intentions de cette dernière : « Il y a des siècles qui ressemblent à des tempêtes : le vent de l'histoire y souffle plus fort qu'ailleurs, la nuit semble être sans fin, et nul n'y est à l'abri de l'orage qui menace. Contre toute attente, et pour peu qu'elle s'émancipe de l'imaginaire dominant, seule la littérature y propage encore un peu de lumière. Par un travail de redécouverte de textes de fiction méconnus ou oubliés, augmentés de commentaires critiques et politiques, cette collection entend donc montrer que la littérature peut être instrument de prospection, à la recherche des possibles, les meilleurs comme les pires, ceux qui gisent dans le passé comme ceux que nous réserve l'avenir. »



**Une question un peu personnelle d'abord ; comment es-tu devenu libraire et éditeur ? Comment envisages-tu ces deux activités et comment les concilies-tu à l'heure où les plates-formes en ligne tentent de dominer la distribution du livre ?**

Depuis que j'ai quinze ans, j'ai toujours travaillé en parallèle de mes études au lycée ; je me levais à l'aube les week-ends pour aller faire les marchés chez un maraîcher, je bossais à la boulangerie du Carrefour de mon quartier de banlieue parisienne, j'ai même été serveur à Nice dans le bistrot tenu par l'amie d'un oncle. J'ai eu mon bac et ensuite, j'ai totalement craqué : j'étais le premier à l'avoir dans la famille, et mes parents attendaient beaucoup de moi. J'ai stoppé net mes études, déçu de la fac. J'ai finalement atterri à Londres où je vendais des cafés à la gare routière de l'aéroport d'Heathrow. J'y suis resté quatre mois. Après avoir pas mal gambergé, je me suis décidé à tenter le coup d'une formation Métiers du Livre en pariant sur la librairie. Accepté *in extremis*, j'ai commencé à me rapprocher du milieu altermondialiste, puis en découvrant la librairie Quilombo et ceux qui s'en occupaient alors chacun à mi-temps – Gildas et Bastien – je me suis petit à petit mieux entendu avec les anars. Quand il a fallu dégoter un stage à la fin de la première année, Gildas m'a pris sous son aile, et en deux mois, j'ai plus appris qu'en un an de formation... Imagine le premier jour du gamin de 19 balais que j'étais alors : la librairie accueillait Howard Zinn !

Lors de ma deuxième année de formation, l'équipe de Quilombo m'a adopté et j'ai continué en tant que bénévole ; j'y allais d'ailleurs plus qu'en cours. Gildas m'a appelé au début de l'année 2010, et il m'a demandé si je voulais le remplacer. Un peu impressionné par cette

marque de confiance, j'ai décidé de me lancer. Les premières années sont vraiment de superbes souvenirs : on me témoignait une confiance immense dans la gestion de la librairie, et grâce à Bastien qui a parfait mon éducation politique et littéraire, j'ai développé une curiosité et une boulimie de lecture assez folle quand j'y repense. Je pouvais passer des jours entiers à dévorer tout un pan de la littérature anarchiste, allongé sur un canapé...

Au fur et à mesure des années, je me suis rapproché humainement et politiquement de l'un des fondateurs et bénévoles de la librairie, Cédric. Peu après la naissance de Quilombo, il a créé les éditions L'échappée. Il m'a proposé des petites choses : numériser et relire des textes, envoyer des colis, m'occuper de salons du livre, amener des services de presse aux libraires. Et puis, quelque temps après, il y eu la collection Lampe-Tempête qui m'a été confiée.

Les deux métiers se complètent beaucoup. Ce n'est pas un hasard si les premiers éditeurs étaient également libraires. C'est une tradition qui s'est malheureusement perdue, mais qui reste ancrée à certains endroits. Celui de libraire me permet d'avoir une vue d'ensemble sur le paysage éditorial : je vois ce qui paraît ici ou là, je rencontre d'autres éditeurs et de nombreux auteurs, je m'imprègne du catalogue de maisons d'édition. Et celui d'éditeur, me permet d'être un meilleur libraire. Quilombo, je la considère avant tout comme un espace social. Au cours d'une semaine, c'est incroyable la quantité de personnes qui se croisent, se rencontrent, discutent, planifient des actions ou des projets livresques. Et s'il y a bien quelque chose à mettre en avant, face aux GAFA et à la technocratie qui souhaite ne plus avoir aucun intermédiaire entre l'auteur et le lecteur, c'est cela : un livre, ce n'est pas qu'un texte. Il y a toute une histoire derrière. Plus que cela, il y a tout un monde. Et ce monde est tout sauf virtuel : il est charnel, il est fait de rencontres, d'amitié, de papier, de valeurs communes. Ce n'est pas un hasard si nous avons appelé la librairie ainsi. Dans la forêt amazonienne du XVII<sup>e</sup> siècle, les quilombos étaient des territoires créés par des esclaves fuyant les plantations côtières du Brésil. Le plus connu d'entre eux, celui des Palmares, aura résisté près d'un siècle à la traque et aux assauts des soldats et des colons revanchards. Construire sa liberté en toute autonomie, à l'époque, ça ne passait pas. Aujourd'hui non plus, d'ailleurs... Enfin différemment quand même... Espace de résistance dans l'hostilité de la mégapole capitaliste, telle se voulait la librairie Quilombo à ses débuts, à la manière de ses ancêtres de la jungle brésilienne. Mais, 17 ans après sa création, qu'est-ce qui nous menace et

nous anime, nous, concrètement ? Sans doute pas les colons tels qu'ils étaient à l'époque – au XVII<sup>e</sup>, pas en 2002 ! –, les dangers sont d'une autre nature, bien sûr, et nos conditions de vie mille fois plus confortables que celles des habitants des quilombos. Mais nous essayons de perpétuer leur esprit de résistance. Notre forêt vierge est Paris, et le colonialisme y est numérique, industriel, libéral, bref capitaliste. Nous le combattons, à notre mesure. C'est-à-dire en promouvant la diffusion de certaines idées, et en préservant l'acte de lire – sur de vrais livres, en papier. Il ne s'agit pas pour nous de vendre un bouquin comme un produit ludique, de consommation rapide, qui provoque une jouissance quasi-instantanée, ou même de le percevoir comme un simple outil de conscientisation politique. Nous pourrions faire les éloges de la lecture sur des pages entières, mais contentons-nous de rappeler que l'acte même de lire développe la mémoire longue, celle qui permet de prendre des décisions politiques à partir de connaissances précises et de réflexion complexes. La lecture est un des meilleurs chemins vers l'émancipation individuelle et collective.

### **Quand, comment et pourquoi as-tu créé la collection « Lampe-Tempête » ?**

Lorsque je suis revenu de Bucarest la première fois – j'y suis allé en 2013 en « pèlerinage » sur les traces de Panaït Istrati – j'ai commencé par réaliser ce que je savais faire : conseiller les lectrices et les lecteurs de Quilombo et faire en sorte qu'ils repartent tous avec un livre. Puis, ça m'a pas mal frustré de ne pas pouvoir mettre dans les mains d'autrui des livres épuisés. J'ai commencé à réfléchir à cela ; la collection Lampe-Tempête avait connu une première aventure avec l'édition des *Chroniques du Nord sauvage* de Pierre Dubois, et s'était très rapidement arrêtée faute de personnes motivées et disponibles pouvant mener à bien de nouveaux

projets de livres. Je me suis dit candidement que j'allais proposer à Cédric de reprendre le flambeau.

Je me rappelle très bien la soirée où nous nous sommes lancés dans cette belle aventure : il m'avait invité à dîner chez lui et j'avais préparé la liste des auteurs que je projetais de republier – j'avais surtout les livres de Panaït Istrati en tête ; j'avais aussi lu et annoté *l'Histoire de la littérature prolétarienne* de Michel Ragon et *l'Histoire de la littérature libertaire* de Thierry Maricourt, tous deux chez Albin Michel ; le directeur de collection en carton, quoi... D'autant que je souhaitais changer le nom de la collection, je pensais avoir trouvé une idée de génie : « Prose Prolétarienne ». Quand j'ai proposé tout ça à Cédric, il était emballé à l'idée de relancer des rééditions dans le domaine de la littérature ; mais il m'a dit le plus gentiment possible, « par contre, je crois qu'on va quand même garder Lampe-Tempête hein, c'est légèrement plus poétique... ». Aujourd'hui, c'est une anecdote dont nous rions encore...

Nous avons également pas mal réfléchi à la forme de la collection. Personne ne nous attendait en littérature. L'échappée étant un éditeur de sciences humaines et de critique sociale, aucune librairie ne s'attendait réellement à nous voir éditer des fictions... Nous avons donc opté pour un objet graphique assez fort, qui accrocherait de suite le regard : une gravure sur la couverture couplée à une typographie originale pour le titre de chacun des livres, ainsi qu'un jaspage (ou nappage) fluo pour colorer les tranches. De plus, nous souhaitions réaliser un véritable travail d'édition et adosser à la réédition un appareil critique de qualité. La préface serait écrite par un libraire : j'ai toujours pensé qu'ils étaient les plus à même de présenter un livre ou un auteur. Mettre cette profession en avant me semblait être un bel hommage à ce maillon de la chaîne du livre constamment mis au

ban. La postface, quant à elle, serait réalisé par un ou une spécialiste de l'auteur réédité ou bien sur le thème du roman, de manière assez libre. Tout ce travail en amont s'est révélé extrêmement utile : dès le deuxième titre, la collection était déjà identifiée !

**À ce jour, la collection a publié huit titres et s'appête à en sortir un nouveau en octobre, avec un rythme très lent : c'est un choix ou une obligation ?**

Que l'on soit bien clair : L'échappée ne publie pas pour publier. Chaque livre est mûrement réfléchi, et



si nous choisissons de l'éditer, c'est que nous croyons sincèrement aux valeurs mises en avant et pensons réellement qu'il est important qu'il trouve de nouveaux lecteurs et de nouvelles lectrices.

Il en va de même pour la collection Lampe-Tempête. Des idées, j'en ai des tas... Pour qu'un livre et un auteur s'inscrivent parfaitement dans la collection, c'est une autre paire de manches. L'idée est de trouver un auteur ayant cheminé de près ou de loin avec les mouvements révolutionnaires, qu'il s'articule dans une constellation littéraire à part et que son texte nous renseigne aussi bien sur l'histoire du monde ouvrier que sur notre société actuelle. Il y a quelques autres nuances, plus personnelles bien évidemment : j'ai plutôt tendance à vouloir mettre en avant des autodidactes et j'essaye de faire en sorte de ne pas me concentrer sur des auteurs français, et ainsi essayer de créer un panorama mondial.

De plus, défendre un livre prend un certain temps. Celui de l'éditer, et d'être le plus consciencieux possible. Une fois paru, il faut également plusieurs mois pour qu'il s'installe, que le libraire le lise, le mette en avant, le conseille ; bref, il faut qu'il vive sa vie. Par ailleurs, j'essaye le plus possible de les porter en essayant d'organiser des rencontres en librairie et ainsi mettre en lumière l'auteur réédité en question. Tout cela demande beaucoup de temps, et comme la librairie m'en prend déjà énormément, je préfère bien choisir les ouvrages de la collection et les défendre à 200 % que de m'emballer dans une course frénétique et ajouter encore plus à la surproduction éditoriale...

**Parmi les titres publiés, le seul auteur qui apparaît pour deux livres (*Présentation des Haïdoucs* et *Méditerranée*), c'est l'écrivain roumain de langue française Panaït Istrati. Peux-tu en dire quelques mots ? Et pourquoi le reprendre alors qu'il est libre de droits et figure au catalogue de « grands éditeurs », comme Gallimard ?**

Panaït Istrati, je pourrais en parler des heures et des heures... Joseph Kessel l'appelait le « prince des vagabonds ». Et vagabond, il l'a été toute sa vie durant. Après avoir quitté les bancs de l'école à 12 ans, il enchaîne les petits boulots et voyage tout autour du bassin méditerranéen. Passé 30 ans, il décide d'apprendre le français, et à peine arrivé en Suisse pour soigner sa tuberculose, il s'enferme dans une chambre d'hôtel avec les classiques de la littérature, un dictionnaire franco-roumain, et pendant six mois, il lit en tapissant les murs de fiches de vocabulaire... Quelques années plus tard, après un suicide raté à Nice, Romain Rolland le prend par les épaules et lui dit « Œuvre, Istrati ! Œuvre ! » Grâce à son ami bottier, Eugène Ionesco, qui va mettre à sa disposition la cave de son atelier, il va écrire comme un forcené – en français ! – et devenir en 1924, l'un des plus brillants météores de la littérature ; lors de la publication de *Kyra Kyralina*, dans toute la presse de l'époque, il n'y a

que de l'émerveillement et des acclamations. Quelques années plus tard, il déchantera totalement : invité pour les dix ans de la révolution d'Octobre à Moscou, il va voyager pendant 16 mois en URSS ; terrible désillusion – non, ce n'est pas la patrie des travailleurs... Il rentre totalement désabusé et publie *Vers l'autre flamme*, le récit pamphlétaire de son périple dans lequel il vilipende les bolchéviques. Les personnes l'ayant porté aux nues quelques années plus tôt se mettent aussitôt à le lyncher – traître, bourgeois, espion, lit-on dans les colonnes des journaux... Il va mourir en 1935, seul et abandonné par une grande partie de ses amis et camarades. Son dernier texte sera une commande des éditions Gallimard : une préface à *La Vache enragée* (le titre changera par la suite, il s'appelle désormais *Dans la dèche à Paris et à Londres*) de George Orwell ; une sorte de clin d'œil de l'histoire, et un passage de témoin dans la lutte contre le stalinisme.

Lors de ma découverte de ses écrits, fin 2012, plus grand-chose n'était disponible ; un Folio et un titre dans L'Imaginaire seulement ; depuis deux ans, tout le monde se met à le rééditer, y compris Gallimard qui l'avait laissé dans un coin de son catalogue... Un enchaînement de hasards et de signes m'a projeté dans un tourbillon de rencontres totalement incroyables. Des rencontres livresques d'une part : il y a eu la réédition de ses livres aux éditions l'échappée – *Présentation des Haïdoucs, Méditerranée, Les arts et l'humanité d'aujourd'hui*, ainsi que la biographie de Monique Jutrin, *Panaït Istrati. Un chardon déraciné* ; mon livre écrit et paru aux éditions Transboréal – *Panaït Istrati. L'amitié vagabonde* – ; une bande dessinée réalisée avec un bon ami et superbe dessinateur Simon Géliot – nous avons adapté son roman *Codine* – et deux festivals Istrati, l'un à Paris en 2015 et l'autre à Bucarest en 2018 organisé avec les copines de la librairie Kyralina. Et d'autre part, des rencontres amicales dont la liste est encore plus longue ! Toutes celles-ci m'ont nourri depuis, et Istrati est devenue une sorte de boussole désormais. Ce que j'ai aimé plus que tout dans ses écrits, sa conception de l'amitié et sa révolte organique. Et puis son côté terriblement humain touche droit au cœur ; c'est peut-être pour cela que les livres d'Istrati revivent à nouveau. À l'heure où nos sociétés hypermodernes se targuent d'uniformiser et de déconstruire à tout-va, où les enclaves de liberté et de solidarité se réduisent petit à petit, Istrati nous rappelle que l'être humain, malgré ses innombrables défauts, peut s'il le veut vraiment vivre des moments d'humanité et de fraternité incroyables.

**Peux-tu nous dire quelques mots sur les autres auteurs de cette collection ? Et sur ses projets à venir ? Quel bilan en tires-tu après plusieurs années de fonctionnement ?**

Après Panaït Istrati, nous avons réédité Emmett Grogan, héroïnomane, cambrioleur et membre des Diggers de



San Francisco. *Ringolevio*, son autobiographie romancée, avait marqué toute une génération de militants dans les années 1970 ; c'est grâce à Jean-Louis, des éditions Noir et Rouge, que j'avais lu ce livre... Lors de l'un de ses salons

du livre où ce chineur fou déballe ses cartons de bouquins, j'avais trouvé l'édition parue chez Flammarion en 1973. Il m'avait dit, les yeux brillants : « Gamin, tu n'imagines pas la bombe que tu tiens entre les mains... »

Jean Malaquais a écrit trois livres, trois chefs-d'œuvre tous fort différents. *Les Javanais* et *Planète sans visa* sont les plus connus, et les plus accessibles. Nous avons opté pour *Le Gaffeur*, plus complexe, mais tout aussi passionnant. Un savant mélange de *Brazil*, de Kafka et de 1984 où l'on suit les tribulations d'un individu en quête de son identité...

Tout le monde pensait que Jacques Yonnet était l'auteur d'un seul ouvrage, *Rue des maléfices*. Et grâce à l'ami Édouard Jacquemoud, camarade de l'échappée, nous avons déterré un fabuleux trésor : ses chroniques écrites pour *L'Auvergnat de Paris*. Il y explorera pendant treize ans bistrots et troquets, lieux magiques qui servent de fil conducteur à une déambulation littéraire et historique dans le Paris des marges. Ses récits ensorcellent les lecteurs chaque semaine. S'y succèdent secrets des habitués du zinc, portraits de personnages hauts en couleur, légendes des différents quartiers de la capitale et contes empreints de sagesse populaire. *Troquets de Paris* rassemble une sélection sur laquelle nous avons travaillé pendant presque deux ans. Nous avons même organisé un Festival des Troquets & des Librairies de Paris ; un mois de festivités où nous avons invité des auteurs, des éditeurs, des musiciens, pour en savoir plus sur l'histoire des librairies et des bistrots de Paris ; les dernières enclaves de résistance populaire.

*Jours de famine et de détresse* de Neel Doff et *Makhno. Une épopée* de Malcolm Menzies sont deux autres étoiles de Lampe-Tempête ; deux styles totalement différents, et d'une qualité littéraire remarquable : nous apprenons aussi bien le quotidien d'une jeune ouvrière de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que la vie tragique de Nestor Makhno, le cosaque libertaire, ayant lutté à la fois contre les armées blanches, contre les nationalistes ukrainiens et finalement contre l'Armée rouge.

Le prochain titre de la collection m'excite tout particulièrement. Cela fait 4 ans que nous essayons de récupérer les droits, et après tout un tas de péripéties, nous les avons enfin obtenus. Alan Sillitoe fait partie des Angry Young Men, les enragés des lettres anglaises des années 1950-1960. Fils d'ouvriers, ils utilisèrent la

littérature, le cinéma et le théâtre pour saper les institutions en place et l'*establishment*. Il est connu pour deux textes, tous deux adaptés au cinéma et faisant partie des plus grands films du Free Cinema : sa nouvelle *La solitude du coureur de fond*, et son premier roman *Samedi soir, dimanche matin*. C'est ce dernier que nous rééditons en octobre. Il raconte avec une extraordinaire justesse les ravages du capitalisme industriel au sein de la classe ouvrière et la révolte quotidienne de ces rebelles sans cause...

Enfin, *Bandits & Brigands*, un autre projet de longue haleine verra le jour fin 2020. Cette fois, il ne s'agit pas d'une réédition, mais plutôt d'une aventure littéraire collective. J'ai demandé à dix auteurs de littérature contemporaine de prendre comme point de départ *Les Bandits* d'Eric Hobsbawm et d'écrire une nouvelle retraçant la vie d'un bandit social. Les textes sont en cours d'écriture, et il me tarde vraiment de les découvrir !

(Fin de l'entretien le 30 juillet 2019).

« **Jean Malaquais a écrit trois livres, trois chefs-d'œuvre tous fort différents** »

## Sur internet

### ♦ Attention aux médias d'extrême droite !

Un tract édité par le groupe de travail *Ripostes syndicales contre l'extrême droite* de l'union syndicale Solidaires, téléchargeable à <https://urlz.fr/aiOb>

### ♦ Tribune : Remettre le syndicalisme sur ses bases fondatrices

Contribution au débat dans le mouvement syndical reprise sur notre blog : <https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2019/06/appel-de-beaugency2019-06-03.pdf>

### ♦ Communisme primitif

L'article « Communisme primitif » de Christophe Darmangeat dans le *Dictionnaire des inégalités et de la justice sociale* est téléchargeable à [https://www.academia.edu/37636451/\\_Communisme\\_primitif\\_in\\_Dictionnaire\\_des\\_inegalites\\_et\\_de\\_la\\_justice\\_sociale](https://www.academia.edu/37636451/_Communisme_primitif_in_Dictionnaire_des_inegalites_et_de_la_justice_sociale)

### ♦ Caisse de soutien

La caisse de soutien aux grévistes de l'hôtel IBIS Batignolles organisée par le syndicat CGT-HPE est à <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/0oz7r5n8>

### ♦ Rencontres nationales du travail social en lutte

Le week-end des 21 et 22 septembre à Paris, voir [http://www.sudsantesociaux.org/IMG/pdf/appel\\_rencontres\\_nationales.pdf](http://www.sudsantesociaux.org/IMG/pdf/appel_rencontres_nationales.pdf)

### ♦ Amazon : grèves simultanées dans plusieurs pays

À lire à <https://solidaires.org/Amazon-une-greve-internationale-pour-le-Prime-Day>

# La fin du mouvement des conseils : l'insurrection de Cronstadt

## Présentation

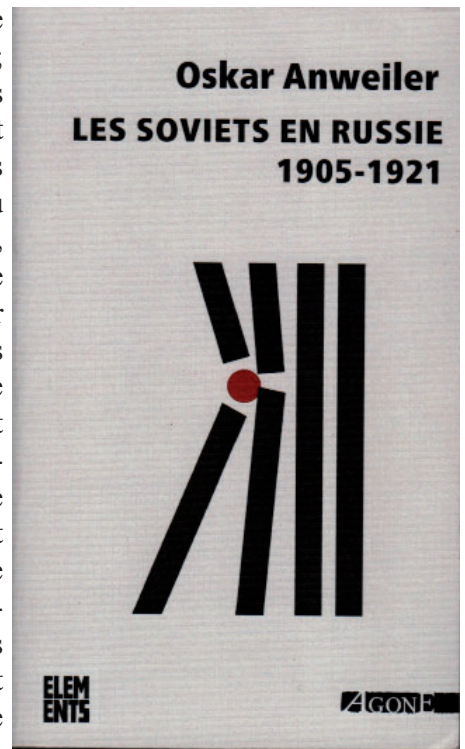
Publié en allemand en 1958 chez Brill, le livre de l'historien Oskar Anweiler, professeur à l'université de Bochum, *Les Soviets en Russie 1905-1921*, a été traduit en français par Serge Bricianer et publié chez Gallimard dans la collection « Bibliothèque des Histoires » en 1972 avec une préface de Pierre Broué. Il est aujourd'hui repris dans la collection de poche des éditions Agone, « Eléments » avec, en plus, une nouvelle préface d'Eric Aunoble - deux préfaces qui n'ont, il faut bien le dire, rien d'indispensable.

Classique sur le sujet, on ne peut que se féliciter de le voir proposer à de nouveaux lecteurs dans un format et à un prix plus accessible au plus grand nombre. En effet, les soviets ont été, dès la révolution de 1905, au centre du processus révolutionnaire dans l'empire des tsars. Comme on le sait, leur nom ira jusqu'à figurer dans le nom du régime issu de la révolution de 1917 : Union des républiques socialistes soviétiques. Et c'est la place des soviets dans la révolution, ou plutôt la perception, fautive, qu'en auront les révolutionnaires des autres pays, qui entraînera leur adhésion, souvent de courte durée, au bolchevisme. Mais, comme le répèteront en vain les opposants les plus lucides au stalinisme : « L'URSS n'est qu'un mensonge de la base au faite. Dans les quatre mots que représentent ces quatre initiales, il n'y a pas moins de quatre mensonges. » (« Aveux à Moscou », *La Vie intellectuelle*, mars 1938 ; article repris in Boris Souvarine, *À contre-courant - Écrits 1925-1939*, Denoël, 1985). Et dans sa dernière interview (*L'Évènement du jeudi*, 8-14 janvier 1998), Cornélius Castoriadis soulignait encore soixante ans plus tard : « L'URSS, c'était quatre lettres et quatre mensonges. Ce n'était pas l'union, mais la subordination des autres peuples à la nation russe. Ce n'étaient pas des républiques mais des dictatures. Ce n'était pas un régime socialiste, mais un système fondé sur l'exploitation. Ce n'était même pas une organisation soviétique, car les soviets n'avaient pas de pouvoir. »

Le livre d'Oskar Anweiler a l'immense mérite de faire toute sa place aux soviets comme mode d'auto-organisation de la population laborieuse, sans la volonté des partis politiques socialistes, en premier lieu les bolcheviks, allergiques à la spontanéité des masses\*, et dans les mobilisations pour court-circuiter les institutions de l'Etat. Mais il démontre aussi comment les bolcheviks se sont proclamés partisans des soviets dans un double mouvement : d'abord dans la phase de conquête du pouvoir

pour accroître leur influence ; ensuite, une fois l'Etat conquis et les soviets vidés de tout contenu démocratique, comme leurre pour l'extérieur alors même qu'ils étaient détruits de l'intérieur. A cet égard, la répression de la révolte de Cronstadt marque la fin de l'auto-organisation en soviets telle qu'elle avait débuté lors de la révolution

de 1905. C'est peu dire de son importance pour comprendre comment la révolution russe s'est muée en une contre-révolution dont les conséquences à long terme sont incalculables pour le mouvement ouvrier. Nous remercions les éditions Agone de nous autoriser à reproduire les pages du livre qui leur est consacré. [NDLR]



## ◆ Extrait

Pendant l'hiver de 1920-1921, le régime bolchevik traversa une dangereuse crise interne. À la fin de la guerre civile, la Russie se trouvait en effet dans une situation économique catastrophique qui, allant de pair avec une centralisation toujours plus poussée, une bureaucratisation accrue et la dictature des sommités du parti, provoquait un mécontentement général parmi les ouvriers et les paysans, voire dans les rangs du Parti bolchevik lui-même. Les « masses travailleuses » au nom desquelles les communistes régentaient le pays venaient de subir trois longues années de famine, de froid et de privations de toutes sortes ; l'ère des combats enfin achevée, elles espéraient maintenant voir leurs conditions de vie s'élever et la dictature se relâcher, bref, voir les promesses de la révolution de 1917 réellement satisfaites. Si les dirigeants bolcheviks admettaient tous la nécessité de passer du « communisme de guerre » à une période de réorganisation pacifique du pays, il existait au sein du parti des divergences

\* Lire l'extrait que nous reproduisons sur notre site internet.

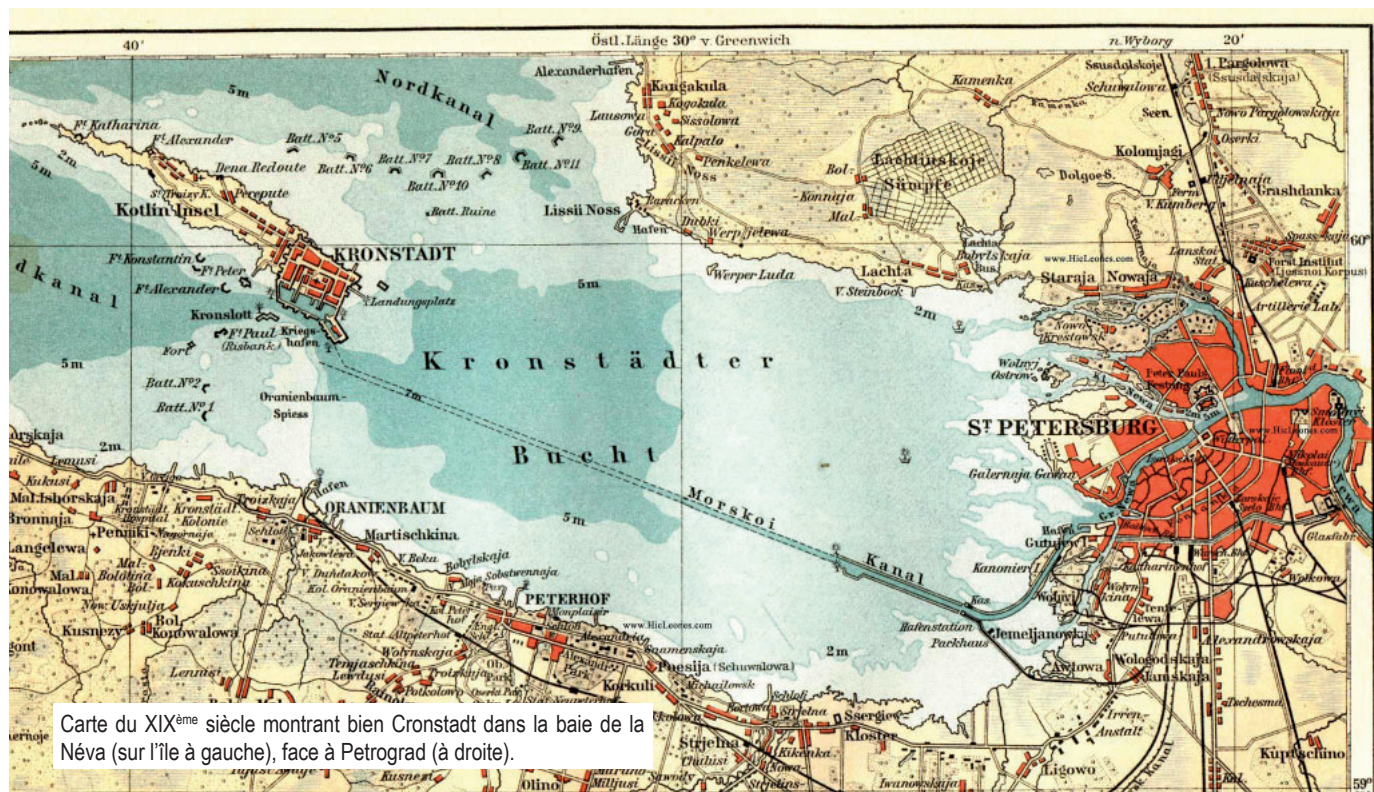
considérables quant à l'orientation à prendre. Ce fut avant tout lors du « débat sur la question syndicale », lequel polarisa l'attention du parti durant l'hiver précité, que ces divergences se cristallisèrent<sup>1</sup>.

En substance, il s'agissait de savoir s'il fallait accorder aux syndicats, qui regroupaient la majorité du prolétariat alors que le parti n'en rassemblait qu'une minorité, un rôle plus grand à la tête de l'État soviétique. Certes, les leaders de l'« Opposition ouvrière » (Chliapnikov, Kollontai et autres) étaient eux aussi des communistes, les luttes de fractions revêtant par conséquent l'aspect d'une controverse opposant des « notables » à l'intérieur d'un seul et même parti ; mais ils se posaient également en porte-parole de l'indiscutable mécontentement des masses. Mettant en avant le mot d'ordre de « démocratie de la production », l'Opposition ouvrière s'en prenait au système de direction des usines, à la prépondérance de la bureaucratie d'État et à la substitution à la ligne prolétarienne « d'une politique au-dessus des classes, ni plus ni moins qu'une "adaptation" des organes dirigeants aux intérêts divergents de catégories de population socialement hétérogènes<sup>2</sup> ». Selon elle, l'économie devrait être organisée « par un congrès panrusse des producteurs, groupés en unions par professions ou par branches d'industrie », lesquelles éliraient « un organe central gérant toute la vie économique de la république »<sup>3</sup>. À l'échelon le plus bas, au niveau de l'usine, il faudrait que de nouveau le dernier mot revînt au comité de fabrique.

Le problème que l'Opposition ouvrière soulevait ainsi était bel et bien celui de la démocratie prolétarienne dans le cadre de la dictature du prolétariat, l'une et l'autre synonymes suivant la doctrine bolchevique

officielle. Or la réalité prouvait chaque jour aux ouvriers que l'État soviétique n'avait rien de l'État prolétarien dans lequel les masses laborieuses disposeraient elles-mêmes de leur sort. L'Opposition ouvrière voulait aller de l'avant sur la voie qui, au-delà de la participation des syndicats à la gestion du processus économique, mènerait à l'auto-administration prolétarienne. Elle ne visait pour autant ni à rendre plus démocratique l'État, c'est-à-dire les soviets, ni à porter atteinte au monopole du Parti communiste. Mais elle sommait ce dernier d'instaurer une plus grande liberté et publicité de discussion, d'appliquer rigoureusement le principe de l'électivité des fonctions et d'épurer ses rangs de tous les éléments non prolétariens qui s'y trouvaient<sup>4</sup>. C'était là une position qu'elle partageait avec le groupe du « centralisme démocratique », autre fraction oppositionnelle qui combattait l'assujettissement des soviets locaux au CEC et qui préconisait de rétablir ceux-ci dans leurs droits, garantis par la Constitution, mais foulés aux pieds pendant la guerre civile<sup>5</sup>.

Lénine perçut le danger que ces tendances pouvaient constituer pour l'unité et pour le rôle dirigeant du parti. Résolu à maintenir la dictature en place, malgré les sentiments contraires des travailleurs, et au prix, s'il le fallait, de concessions aux paysans, il déclara expressément que la Russie n'était pas un État purement ouvrier, mais une république ouvrière et paysanne et que les syndicats devaient donc continuer de faire valoir les intérêts ouvriers tout en servant d'« écoles du communisme<sup>6</sup> ». Du même coup, il prenait ainsi position contre Trotski qui, lors du « débat syndical », avait défendu un point de vue très personnel. Trotski s'était en effet prononcé en faveur d'une intégration formelle



des syndicats à l'appareil d'État : chargés de remplir certaines tâches de gestion, ils viendraient s'insérer dans le système de militarisation du travail qu'il prônait<sup>7</sup>. En revanche, les deux hommes se retrouvaient au coude à coude pour rejeter les arguments de l'Opposition ouvrière, coupable à leurs yeux de remettre en question le monopole du parti. « L'Opposition ouvrière, proclamait Trotski, s'est présentée avec des slogans dangereux. Elle a transformé en fétiches les principes démocratiques. Elle a mis le droit des travailleurs à élire leurs représentants au-dessus du parti, pour ainsi dire, comme si le parti n'avait pas le droit d'imposer sa dictature, même si cette dictature se heurtait temporairement aux dispositions changeantes de la démocratie ouvrière. » Et d'invoquer « le droit d'aïnesse historique, révolutionnaire, du parti », qui lui faisait un devoir « de maintenir sa dictature sans tenir compte des fluctuations passagères des dispositions des masses »<sup>8</sup>. Lors de son X<sup>e</sup> congrès (mars 1921), le Parti communiste de Russie adopta une résolution de Lénine stigmatisant les thèses de l'Opposition ouvrière comme autant de « déviations anarcho-syndicalistes<sup>9</sup> » et rétablit l'unité du parti en interdisant formellement toute activité fractionnelle. Les bolcheviks consolidaient ainsi leur dictature au moment même où les masses prolétariennes, au nom desquelles ils l'exerçaient, se soulevaient contre leur domination.

Tandis que le débat sur la question syndicale ne débordait pas le cadre du parti et que l'Opposition ouvrière respectait les formes légales, « d'autres ouvriers et fils de paysans devenus soldats n'observaient pas la même réserve <sup>10</sup> ». Ce fut avec l'insurrection de Cronstadt qu'après avoir longuement fermenté le mécontentement des masses ouvrières et paysannes arriva au point d'explosion. Cronstadt devait sonner le glas du mouvement ouvrier russe et marquer la fin dans le pays de toute résistance organisée au bolchevisme, du moins à une échelle de masse. En outre, mieux qu'aucune critique du dehors n'eût pu le faire, l'événement mit en lumière les contradictions internes du système bolchevique de la « dictature du prolétariat ». Il se révéla si dangereux pour les maîtres de la Russie que ceux-ci n'ont cessé depuis lors de taire ou de falsifier les faits<sup>11\*\*</sup>.

Il faut replacer le mouvement de Cronstadt dans son cadre spécifique : la crise politique et économique traversée par le régime bolchevik à la fin de la guerre civile. Au cours des semaines qui précédèrent le soulèvement, on vit les jacqueries se succéder dans les cam-

pagnes et les grèves ouvrières dans les villes<sup>12</sup>. À Petrograd, le mécontentement populaire atteignit son comble vers le milieu de février 1921. Les organisations du parti, affaiblies par les dissensions fractionnelles consécutives au débat syndical, avaient perdu leur emprise sur les usines, tandis que les ouvriers, exaspérés par une réduction massive des rations alimentaires et la fermeture d'un grand nombre de fabriques, génératrice de chômage, multipliaient les réunions de protestation. D'où, pour les dirigeants bolcheviks, la nécessité de changer totalement de politique économique et de rétablir la liberté du commerce en vue d'améliorer le ravitaillement des villes. Certaines fabriques débrayèrent le 23 février pour protester contre l'interdiction des réunions. La grève s'étendit promptement et déboucha deux jours après sur des manifestations de rue qui dégénérèrent même, çà et là, en affrontements armés. Dès le 24, les bolcheviks avaient décrété l'état de siège dans la capitale. Le 26, un « comité de défense », que Zinoviev avait créé de sa propre autorité, et le soviet de Petrograd condamnèrent de concert, âprement, le mouvement gréviste. En même temps, les bolcheviks, sachant ne pouvoir compter sur les unités de la garnison, firent venir des renforts de troupes. Malgré tout, les grèves se poursuivirent jusqu'au 28 février, jour auquel les ouvriers des célèbres usines Poutilov reprirent le travail<sup>13</sup>.

À l'origine, les revendications ouvrières étaient restreintes et d'ordre purement économique ; mais elles revêtirent très vite un caractère politique. Les groupes semi-clandestins de militants mencheviks, socialistes-révolutionnaires et anarchistes se mirent à diffuser des tracts et des appels, et envoyèrent des orateurs prendre la parole dans les assemblées d'usines. Mais, contrairement aux allégations que les bolcheviks émirent par la suite, il faut souligner que les groupements socialistes – d'ailleurs très faibles – ne songeaient pas le moins du monde à une insurrection armée qu'ils jugeaient sans issue. Les mencheviks, par exemple, ne partageaient nullement les espoirs, si répandus à Petrograd pendant ces journées-là, d'un nouveau « Février », c'est-à-dire d'un renversement définitif de l'hégémonie bolchevique. Ils escomptaient, au mieux, un relâchement de la dictature, lequel ouvrirait la voie à la démocratisation progressive du système. « Élections libres aux soviets, comme premier pas vers une relève de la dictature par un pouvoir démocratique, tel était le mot d'ordre du jour », écrit Dan, qui prit une part active au mouvement jusqu'à son arrestation, le 25 février<sup>14</sup>. Un appel diffusé le 27 déclarait dans le même sens :

Un changement fondamental dans la politique du gouvernement est nécessaire. En premier lieu, les ouvriers et les paysans ont besoin de liberté. Ils ne veulent pas vivre selon les pres-

\*\* Cette falsification, tendant à présenter l'insurrection comme un mouvement de « gardes blancs contre-révolutionnaires », débuta en même temps que celle-ci. Par ailleurs, Lénine reconnut plus d'une fois que le soulèvement avait eu des causes objectives. De même, Poukhov – l'auteur qui, du côté bolchevik, a donné le tableau le plus complet des événements – parle de leurs « causes sociales et politiques profondes »



Photo : Marins de Cronstadt en 1921

criptions des bolcheviks : ils veulent décider eux-mêmes de leur destin. [...] Exigez, d'une manière organisée et décidée : la libération de tous les socialistes et des ouvriers sans parti emprisonnés ; l'abolition de l'état de siège ; la liberté de parole, de presse et de réunion pour tous ceux qui travaillent ; la réélection libre des comités de fabrique, des instances syndicales et des soviets<sup>15</sup>. \*\*\*

Les bolcheviks arrivèrent en quelques jours, par la menace et par certaines concessions matérielles, à juguler les grèves et les troubles de Petrograd. Cronstadt apprit cependant les événements par la radio, Cronstadt, la vieille citadelle révolutionnaire dont les matelots extrémistes s'étaient montrés jusqu'alors les plus fermes partisans de Lénine. Or ce fut justement en raison de cette tradition que les marins et les ouvriers de la base navale se dressèrent contre la dictature bolchevique, laquelle non seulement frappait l'ennemi de classe commun, mais aussi contraignait les masses prolétariennes. En outre, les jeunes recrues d'Ukraine, incorporées en automne 1920, tout imbues de la haine que la politique agraire du régime suscitait dans leur pays, ne mirent pas longtemps à faire leurs idées de liberté radicale de Cronstadt, où les S R de gauche et les anarchistes exerçaient depuis 1917 une influence notable. Ces recrues furent le fer de lance de l'insurrection. Les organisations du parti communiste de la flotte de la Baltique comme de la ville se trouvaient dans un état de désagrégation assez avancé ; plus ou

moins ignorées par les matelots, elles étaient par ailleurs à maints égards en opposition avec les instances supérieures du parti. Une conférence des bolcheviks locaux, réunie le 15 février, exigea une démocratisation des activités du parti, et quelques délégués firent le procès des commissaires politiques de la flotte<sup>16</sup>.

La nouvelle que des grèves avaient éclaté à Petrograd émut au plus haut point les marins de Cronstadt. Tandis que Zinoviev et Kalinine arrivaient, non sans mal, à dissuader les marins de la base navale de Petrograd de faire cause commune avec les ouvriers rebelles, ceux de Cronstadt se mettaient en rapport avec les grévistes. Le 28 février, les matelots du vaisseau de ligne *Petropavlosk* rédigèrent une résolution exigeant notamment la réélection libre du soviet de Cronstadt, dont le mandat était parvenu à expiration. Ils envoyèrent également une délégation à Petrograd se faire sur place une idée de la situation. D'autres équipages adoptèrent à leur tour la résolution du *Petropavlosk* et, le 1<sup>er</sup> mars, plus de dix mille marins, soldats et ouvriers tinrent un meeting en plein air. L'assemblée, à laquelle assista Kalinine, le président du CEC, entendit le rapport des membres de la délégation qui vilipendèrent les méthodes employées pour étouffer les légitimes revendications ouvrières. Après que Kalinine et le commissaire de la flotte Kouzmine eurent en vain tenté d'apaiser la foule, celle-ci adopta à l'unanimité la résolution précitée, laquelle énumérait les revendications présentées au gouvernement soviétique.

\*\*\* Un autre appel, rédigé par les S R, réclamait la convocation de l'Assemblée constituante. Mais cette revendication ne fut ensuite reprise à aucun moment.

On y lisait notamment ceci :

Étant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, il faut les réélire immédiatement au vote secret, avec pleine liberté de propagande [...]. Établir la liberté de parole et de presse pour tous les ouvriers et paysans, pour les anarchistes et pour les partis socialistes de gauche. Accorder la liberté de réunion aux syndicats et aux associations paysannes. Relâcher tous les détenus politiques socialistes et aussi tous les ouvriers, paysans, soldats et marins, incarcérés à la suite de mouvements ouvriers et paysans. Abolir les « offices politiques » au sein de l'armée, aucun parti ne devant jouir de privilèges pour la diffusion de ses idées. Uniformiser les rations pour tous les travailleurs. Donner aux paysans la pleine liberté d'action en ce qui concerne leurs terres et aussi le droit de posséder du bétail, à condition qu'ils n'emploient pas de travailleurs salariés<sup>17</sup>.

Le lendemain, 2 mars, le mouvement spontané se dota d'une structure : une conférence, réunissant quelque 300 délégués, élut un bureau de cinq membres, présidé par Petritchenco, marin-secrétaire à bord du *Petropavlosk* ; élargi à quinze membres au cours des jours suivants<sup>18</sup>, ce bureau s'érigea en comité révolutionnaire provisoire. Après avoir proclamé tâche de l'heure la préparation de la réélection du soviet, la conférence décida de faire arrêter le député bolchevik au soviet Vassiliev, le commissaire de la flotte Kouzmine et le commissaire de vaisseau de ligne Korsunin. Le comité révolutionnaire s'en tint là : hormis ces trois hommes, pas un seul membre du parti communiste ne fut emprisonné. Au contraire, les marins s'efforcèrent d'attirer dans leurs rangs le plus grand nombre possible de militants de base. En fait, une foule de bolcheviks – 776 en tout, soit près du tiers de l'effectif local – rendirent publique, pendant les jours suivants, leur démission du parti<sup>19</sup>. Ce fut seulement à partir du jour où l'insurrection entra dans sa phase critique qu'on arrêta environ 70 militants communistes, mais aucun mal ne leur fut fait \*\*\*\*.

Les plus hauts gradés de l'armée, dont quelques anciens officiers tsaristes réintégrés par les bolcheviks eux-mêmes, ne cachaient plus leurs sympathies pour les insurgés. Voilà qui donnait à la propagande bolchevique un excellent prétexte pour dénoncer un complot de contre-révolutionnaires et de gardes blancs contre le pouvoir des soviets. La presse et la radio se mirent à déverser un flot de calomnies sur les marins rebelles. Le 4 mars, le soviet de Petrograd réprouva le mouvement, le déclarant criminel, et, le 5, Trotski, en sa qualité de commissaire à la Guerre, lança un ultimatum à la forteresse, exigeant d'elle une reddition sans condition<sup>20</sup>. Les insurgés ne prirent, quant à eux, aucune disposition en vue d'une offensive quelconque. Et le comité révolutionnaire refusa d'inviter Victor Tchernov, le dirigeant S R, alors à Reval, à organiser un convoi de denrées de première nécessité et à se rendre à Cronstadt<sup>21</sup>. Il s'abstint pareillement de suivre l'avis d'officiers qui recom-

\*\*\*\* Comme Poukhov doit en convenir.



mandaient un coup de main sur le port voisin d'Oranienbaum. Les insurgés voulaient éviter à tout prix des effusions de sang et se figuraient encore que le gouvernement soviétique allait leur faire des ouvertures. Mais ils comptaient tout autant sur le déclenchement d'une révolution populaire dans le pays, espoir que les grèves de Petrograd et les jacqueries qui éclataient au même moment dans diverses régions, le gouvernement de Tambov en particulier, paraissaient de nature à justifier. En raison de cette passivité, comme de l'isolement auquel sa situation réduisait l'île fortifiée, l'insurrection ne pouvait vaincre par des moyens militaires. Mais ce ne fut que plus de dix jours après une première et infructueuse tentative, le 7 mars, que les assaillants, ayant traversé le golfe de Finlande sur la glace, emportèrent la citadelle. En effet, les recrues de l'Armée rouge, peu endoctrinées du point de vue politique, tenaient des meetings de protestation et, parfois même, refusaient carrément de se battre. Les bolcheviks durent faire donner à fond la propagande et les cours martiales, et envoyer des bataillons d'élite en renfort, avant de pouvoir, le 17 mars, passer à l'attaque. Le 18 mars au petit matin, toute résistance avait cessé à Cronstadt. Des centaines d'insurgés furent fusillés sur place et des centaines d'autres emprisonnés à Petrograd, tandis que quelques milliers d'entre eux réussissaient à gagner la Finlande<sup>22</sup>.

Que voulaient donc les insurgés ? Le mouvement éclata de façon spontanée comme un effet du mécontentement que la dictature bolchevique et ses résultats provoquaient au sein des masses. Mais, au début, il ne s'agissait nullement d'une entreprise visant délibérément

ment le régime en tant que tel. Seule la désinvolture avec laquelle les dirigeants soviétiques accueillirent les revendications de « ceux de Cronstadt » eut pour conséquence d'aggraver la situation et de pousser les contestataires à faire appel à une « troisième révolution », destinée à jeter bas la dictature. Il est remarquable, par exemple, que les insurgés aient désigné comme responsables directs du bain de sang Trotski et Zinoviev, non Lénine<sup>23</sup>. Les événements ne devaient pas leur laisser le temps de formuler un programme nettement articulé. Telles qu'elles sont exprimées sous une forme plus ou moins claire dans les *Izvestia* de Cronstadt, leurs revendications ne faisaient que refléter les désirs les plus vifs, à ce moment, des ouvriers et des paysans russes. Outre le rétablissement des libertés politiques, ils exigeaient qu'il fût mis un terme à une politique agraire caractérisée notamment par des empiétements sur la propriété paysanne, autant qu'aux discriminations en matière de rationnement alimentaire, en vigueur dans les villes. Il fallait, selon eux, en finir avec les privilèges de la bureaucratie d'État et de parti, et abolir l'emprise des communistes sur l'armée.

À la base de toutes ces revendications, il y en avait une, fondamentale : libres élections des soviets. Et on la retrouve dans toutes les proclamations des insurgés, à partir de l'appel du *Petropavlosk*. Elle devait bel et bien devenir le symbole du mouvement de Cronstadt, lequel retournait contre les bolcheviks leur ancien mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » « Le pouvoir des soviets doit exprimer la volonté des masses travailleuses, sans qu'un parti quelconque prédomine », lit-on dans les *Izvestia*. « Cronstadt, avant-garde de la révolution, a ouvert la voie. [...] On n'y nourrit aucune intention mauvaise contre le pouvoir des soviets. Il est faux que l'insurrection soit antisoviétique comme les communistes le prétendent. [...] Il ne doit plus y avoir prédominance d'un parti quelconque. Nos soviets doivent exprimer non la volonté du parti, mais la volonté des électeurs<sup>24</sup>. » Ceux de Cronstadt étaient assurément des partisans inconditionnels du système des conseils, mais de conseils indépendants, démocratiques, soustraits au monopole d'un parti unique. C'est justement parce que les bolcheviks l'avaient emporté en octobre 1917 au nom du pouvoir des soviets, sans l'avoir démocratiquement mis en place, que les insurgés leur vouaient une telle haine :

À bas la commissarocratie ! En s'emparant du pouvoir, le parti communiste promettait aux masses travailleuses tout le bien-être imaginable. Or que voyons-nous ? Il y a trois ans, on nous disait : « Vous pourrez révoquer vos députés et réélire vos soviets quand vous le voudrez. » Mais quand nous, ceux de Cronstadt, avons exigé la réélection des soviets sans intervention du parti, le nouveau Trepov-Trotski a lancé l'ordre : « N'économisez pas les balles<sup>25</sup> ! »

Fidèles aux idéaux de la révolution d'octobre 1917,

### Lire aussi sur internet :

- ◆ L'Insurrection de Cronstadt et la destinée de la Révolution russe (Anton Ciliga, *La RP* N°278, 1938)  
<https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2009/08/rp278.pdf>
- ◆ Cronstadt et l'Opposition ouvrière (Marcel Body, *La RP* N° 528 à 530, 1967)  
[https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2017/10/body\\_rp1967.pdf](https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2017/10/body_rp1967.pdf)
- ◆ Les bolchéviks et le contrôle ouvrier (1917-1921) (Chris Pallis alias Maurice Brinton, *Autogestion et socialisme* N°24/25, 1973)  
<http://archivesautonomies.org/IMG/pdf/autogestion/autogestion/autogestion-n24-25.pdf>

les insurgés se prononçaient contre la république parlementaire. « Les soviets, voilà le bastion des travailleurs, non pas l'Assemblée constituante ! », proclamaient-ils. Ils ne revendiquaient pas du tout la liberté pour les propriétaires fonciers, les capitalistes et les officiers. Mais ils se voyaient privés des fruits de la révolution dont les bolcheviks avaient trahi les aspirations. On trouvera une claire manifestation de ces sentiments dans l'article programmatique « Pourquoi nous combattons », paru dans les *Izvestia* du 8 mars 1921 :

En faisant la révolution d'Octobre, la classe ouvrière avait espéré obtenir son émancipation. Mais il en est résulté un esclavage encore plus grand de la personnalité humaine. L'autorité de la monarchie policière est passée aux mains des usurpateurs – les communistes – qui, au lieu de laisser la liberté aux travailleurs, leur inspirent la crainte permanente de tomber entre les pattes de la Tchéka [...]. Mais ce qui est le plus abject et le plus criminel, c'est la servitude morale instaurée par les communistes : ils ont mis la main sur la pensée, sur l'esprit des travailleurs, obligeant chacun à penser selon leurs préceptes. [...] Sous le joug de la dictature communiste, la vie même est devenue pire que la mort.[...] Non, aucun compromis n'est possible. Il faut vaincre ou mourir ! Cronstadt rouge en donne l'exemple [...]. C'est à Cronstadt que nous avons hissé le drapeau de la révolte contre la tyrannie de ces trois dernières années, contre l'oppression de l'autocratie communiste qui a fait pâlir les trois siècles du joug monarchiste. C'est à Cronstadt que nous avons posé la première pierre de la troisième révolution qui brisera les dernières chaînes des ouvriers et leur ouvrira la nouvelle et large route de l'édification du socialisme<sup>26</sup>.

Ce rêve d'accession au règne de la liberté, il appartiendrait aux soviets de le réaliser. « Tout le pouvoir aux soviets, non aux partis ! », tel est le mot d'ordre qui revient le plus fréquemment dans les *Izvestia* de Cronstadt, côte à côte avec : « Vivent les soviets librement élus ! », « Le pouvoir des soviets affranchira du joug communiste les paysans travailleurs ! », « À bas les contre-révolutionnaires de droite comme de gauche ! »<sup>\*\*\*\*27</sup>. Le mot d'ordre des soviets libres,

\*\*\*\* Souvent attribué aux insurgés, le mot d'ordre « les soviets sans les bolche-

celui de Cronstadt insurgé, manifestait l'emprise que l'idée des conseils continuait d'exercer sur les masses. Ainsi retourné contre le bolchevisme, il prouvait en même temps, avec la dernière netteté, à quel point la dictature bolchevique s'était éloignée des idéaux originaires de la souveraineté des conseils. Le règne de l'égalité sociale – dont Lénine s'était institué l'annonciateur dans *L'État et la Révolution* –, l'élimination de la bureaucratie – but proclamé des premiers décrets du gouvernement soviétique –, l'autodétermination des masses – que le mot d'ordre du pouvoir soviétique paraissait incarner –, toutes ces promesses, la réalité les avait fait voler en éclats au bout de quelques années de dictature. Aux yeux des insurgés de Cronstadt, les soviets actuels étaient l'image vivante de la révolution trahie, les libres élections de soviets indépendants mettraient la « troisième révolution » sur les rails. Tout ce que les révolutionnaires de Cronstadt ont dit et écrit dénote une foi irrationnelle dans l'idée des conseils, comme grand moyen de rénover la Russie. Dévoyée, avilie par les bolcheviks qui s'en servaient pour camoufler leur dictature, l'idée des conseils connut dans Cronstadt assiégé une brève résurrection.

Mais cette étincelle ne devait pas suffire à mettre le feu à la Russie entière. Les insurgés ne pouvaient en effet prendre appui sur un mouvement politique organisé qui, à cette époque, avait disparu du pays. Les événements de Cronstadt n'eurent en Russie que des échos relativement faibles ; seuls quelques clubs anarchistes de Moscou et de Petrograd diffusèrent des tracts invitant à soutenir activement les insurgés<sup>28</sup>, tandis que les mencheviks se bornaient à de simples manifestations de sympathie et à demander un règlement pacifique du conflit<sup>29</sup>. De leur côté, les bolcheviks comprirent parfaitement que le mot d'ordre des « soviets libres » risquait de priver leur pouvoir de ses assises légitimes, l'idée des conseils à l'état pur restant inconciliable avec la dictature de parti. Ils cherchèrent donc, par tous les moyens, à éviter une propagation de l'incendie. Ouvert le 8 mars, sous le signe menaçant de l'insurrection, le X<sup>e</sup> congrès du parti rétablit une discipline de fer au sein du groupe dirigeant. Au même moment, Lénine amorça le grand tournant qui devait conduire le pays du communisme de guerre à la « Nouvelle politique économique ». Cette conversion, il l'avait déjà certes envisagée, mais l'insurrection de Cronstadt précipita sa décision. Les bolcheviks comptaient calmer le mécontentement des masses en relâchant les contrôles étatiques dans le domaine économique, dans l'agriculture surtout. Ils allèrent même jusqu'à lancer une « campagne de réanimation » des soviets<sup>30</sup>. Mais ils ne reprirent à leur compte aucune des revendications des insurgés : il n'y eut ni élections viks » ne fut pas mis en avant par eux. Cette surenchère fut forgée par un Milioukov en exil qui cherchait ainsi à souligner les visées anticommunistes du soulèvement.

## *Aux yeux des insurgés de Cronstadt, les soviets actuels étaient l'image vivante de la révolution trahie*

libres ni desserrement de l'emprise du parti sur les soviets. En outre, tout ce qui subsistait encore des partis non bolchevistes fut définitivement balayé. Les formations oppositionnelles se virent étouffées : leurs militants ou bien furent jetés en prison, ou bien abjurèrent publiquement leurs convictions ; quelques-uns de leurs dirigeants durent partir en exil, d'autres firent l'objet de procès politiques<sup>31</sup>.

À partir de 1921, il n'exista plus en Russie soviétique d'opposition politique organisée contre le régime. C'est au sein même de la direction du Parti communiste que se sont déroulées, à compter de cette date, les luttes pour le pouvoir.

### Oscar ANWEILER

1. Pour un exposé détaillé : L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, op. cit. ; I. Deutscher, *Soviet Trade Unions...*, p. 25-58 ; A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, op. cit., p. 200-205.
2. A. Kollontaï, « L'Opposition ouvrière », 1921, I. [Disponible sur Marxists.org.]
3. *Ibid.*, II. [Disponible sur Marxists.org.]
4. *Ibid.*, III. [Disponible sur Marxists.org.]
5. L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, op. cit.
6. Décision – rédigée par Lénine – du comité central du PC(b)R du 12 janvier 1922 sur « Le Rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la Nouvelle politique économique », in *Œuvres*, vol. 33, p. 185-197.
7. W. Huhn, « Troztkis Bonapartismus », *Aufklärung*, II, 2, 1952, et « Bolschewismus und Rätedemokratie », *Funken*, 6, 1952.
8. Cité d'après I. Deutscher, *Trotsky*, I, p. 669.
9. V. Lénine, textes du X<sup>e</sup> congrès du PC(b)R, « Rapport sur l'unité du parti et la déviation anarcho-syndicaliste », 1921. [Disponible sur Marxists.org.]
10. A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme...*, p. 205.
11. Sur l'insurrection de Cronstadt en général : le recueil de documents *Pravda o Kronštadte*, Prague, 1921, où figure le texte des *Izvestia* publiées par les insurgés [traduites en français in *La Commune de Cronstadt. Recueil de documents comprenant la traduction intégrale des Izvestias de Cronstadt*, Paris, 1969 – ndt] ; A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež v 1921 g.*, Léningrad, 1931 ; A. Berkman, *La Rébellion de Kronstadt* (1922), in *La Rébellion de Kronstadt et autres textes*, Quimperlé, La Digitale, 2007 (l'auteur, anarchiste américain, chercha à se poser en médiateur pendant le conflit) ; R. V. Daniels, « The Kronstadt Revolt of 1921. A Study in the Dynamics of Revolution », *American Slavic and East European Review*, 1951, X, p. 241-254 ; L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, op. cit., p. 246-252.
12. A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, op. cit., p. 12-15.
13. A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, op. cit., p. 19-37 ; F. Dan, *Dva goda skitanij...*, op. cit., p. 104-108.
14. F. Dan, *Dva goda skitanij...*, op. cit., p. 113.
15. *Pravda o Kronštadte*, p. 5 et suiv. – traduction française in Voline, *La Révolution inconnue. 1917-1921* (1947), p. 438. [disponible à <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k24547c>, NDLR]
16. A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, op. cit., p. 38-54.
17. Résumé d'après *Pravda o Kronštadte*, p. 8 et suiv. ; A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, op. cit., p. 59 ; Voline, *La Révolution inconnue*, op. cit., p. 440-441.
18. On en trouvera la liste in *La Commune de Cronstadt*, op. cit., p. 76 et suiv.
19. A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, op. cit., p. 94-102. Les noms des démissionnaires apparaissent dans les divers numéros des *Izvestia vremennogo revoliucionnogo komiteta matrosov, krasnoarmejev i rabočikh goroda Kronštadta*.
20. *La Commune de Cronstadt*, op. cit., p. 11-12.
21. A. Berkman, *La Rébellion de Kronstadt*, op. cit., p. 16.
22. A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, op. cit., p. 137-170.
23. *La Commune de Cronstadt*, op. cit., notamment p. 81 et p. 86.
24. *Ibid.*, p. 82.
25. *Ibid.*, p. 93.
26. *Ibid.*, p. 43-44.
27. L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, op. cit.
28. J. Jakovlev, *Russkij anarkhizm*, op. cit., p. 79 et suiv.
29. F. Dan, *Dva goda skitanij*, op. cit., p. 109-115.
30. *Sovety v epokhu*, op. cit., II, p. 44 et suiv.
31. E. H. Carr, *La Révolution bolchevique*, op. cit., p. 179 et suiv. ; L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, op. cit.

## « Raison et Fraternité », vers « l'union de l'humanité » : Charles Longuet (1839-1903)

**Gérald Dittmar, *Charles Longuet 1839-1903***, Ouis-treham, éditions Dittmar, 86 avenue de la Mer, 2018 (biographie suivie de deux textes difficilement accessibles, d'une chronologie, de notes biographiques sur des acteurs oubliés ou connus de la Commune). Toutes les références indiquées renvoient à ce texte.

Le titre de gendre de Karl Marx – Charles Longuet a épousé sa fille, Jenny – ne devait pas être facile à porter. Plus qu'un « oublié de l'histoire », il m'apparaît comme un « simplifié de l'histoire », le gendre éternel, dont la personnalité, l'action, les idées, n'intéressent pas. Le mérite de G. Dittmar est d'arracher à l'ombre portée du grand Marx cet homme courageux, intègre, père du Jean Longuet compagnon de Jaurès et grand-père du sculpteur Karl-Jean Longuet, qui illustre un courant très riche du socialisme français, partisan de la justice sociale alliée à une limitation modérée du droit de propriété.

*« Je suis partisan de la propriété individuelle pour des raisons politiques, parce que je craindrais, si le sol était propriété nationale, une influence fâcheuse de l'État ; ensuite je crois que la propriété individuelle favorise le développement de la personnalité. Mais par propriété individuelle je n'entends pas [...] le droit d'user et d'abuser. »* Pp. 35-36

Adhérent dès 1865 de l'Association internationale des Travailleurs (AIT), il commence sa vie militante à Caen et Condé-sur-Noireau. Le monde rural, favorisé par le Second Empire, est un terrain peu réceptif, mais l'installation des métiers mécaniques pour le tissage, la dentelle, contribue à la naissance d'un prolétariat urbain, durement traité. Se tournant vers le journalisme, après avoir abandonné ses études de droit, C. Longuet participe très vite à l'agitation de la jeunesse républicaine contre Napoléon III, affronte la prison, la censure, les pressions que l'empire « libéral » oppose à ses adversaires les plus farouches. Il fait aussi campagne auprès des travailleurs français en 1866 pour qu'ils ne brisent pas les grèves des compagnons tailleurs ou des tréfileurs en Grande-Bretagne; déjà s'impose l'idée d'une solidarité internationale face au patronat.

*« Les ouvriers sur le continent ne doivent pas accepter d'aller travailler à Londres. »*  
*La Tribune du Peuple*, 29 avril 1866, p. 29

De sensibilité blanquiste, il est délégué, pendant la Commune, au Journal officiel et élu pour le 16<sup>e</sup> arrondissement (après avoir été élu commandant, pendant le Sièg, du 248<sup>e</sup> bataillon de la Garde nationale, membre

du Comité central républicain des vingt arrondissements de Paris). En novembre 1872, il est condamné par le 10<sup>e</sup> Conseil de guerre à la déportation dans une enceinte fortifiée. Mais il a pu quitter la France clandestinement, grâce au docteur Gustave Dourlen, ami de Clemenceau, à des Frères Hospitaliers de Dieu et à un prêtre. Il se trouve alors en Angleterre, bénéficiant, comme beaucoup d'autres exilés politiques français, de la bienveillance de la monarchie parlementaire britannique : la recommandation d'Edgar Quinet l'a aidé à obtenir un poste de professeur assistant de français au King's College (placé sous le patronage de la reine). Clemenceau le rencontre dans l'exercice de ses fonctions, « drapé dans sa robe noire, et le chef surmonté du casque de lancier polonais, qui est en Angleterre le signe distinctif du travailleur universitaire ».

L'amnistie de 1880, à laquelle Victor Hugo a œuvré sans se décourager jamais, lui permet de revenir en France, où il reprend le combat républicain. Il salue les lois de 1882 sur l'enseignement obligatoire et la laïcité, un « progrès comme il ne s'en fait en France que tous les demi-siècles et encore ! » dans *La Justice*.

Nommé en 1894 inspecteur de l'enseignement des langues vivantes dans les écoles de la Ville de Paris, il est alors l'objet d'une campagne de dénigrement des conservateurs, inspirant à Clemenceau un magnifique article pour sa défense, qui est aussi un exposé sur la vie d'un républicain militant et idéaliste, esprit libre, étranger aux combinaisons.

*« La République avait peut-être autre chose à faire de cette belle intelligence. Combien je regrette que ce ne soit pas l'avis des bonapartistes du Café de l'Europe devenus sénateurs et députés républicains. »*

G. Clemenceau, « Charles Longuet », *La Justice*, 4 août 1894, pp. 139-143



Photo : Charles Longuet et Jenny Marx en 1865

Ce qui rend le plus intéressant à mes yeux C. Longuet, c'est qu'il échappe à l'esprit d'orthodoxie, maintient envers et contre tout son hostilité au centralisme (politique ou intellectuel). Il traduit en français deux œuvres importantes de Marx, mais sa préface à *La Commune de Paris* (titre qu'il donne à *La Guerre civile en France*) montre qu'il

incite à s'affranchir des écoles politiques et se méfie des disciples trop zélés.

Moi, marxiste ?

« On connaît [...] la spirituelle boutade [de Marx] [...] : « Toujours est-il que moi, je ne suis pas marxiste. » C'est le pendant du mot, plus brutal, de Proudhon : « On me dit qu'il y a, je ne sais où, des gens qui se disent proudhoniens. Ce doit être des imbéciles. »

Préface de C. Longuet à *La Guerre civile en France*, p. 183

Sa participation aux événements, l'étendue de son esprit et sa curiosité des êtres humains, l'ont aussi rendu attentif à l'extrême diversité des Communards. Il intègre, dans ses souvenirs de l'époque, à côté de personnalités de valeur et équilibrées, comme Jourde, Tridon, Delescluze, Ferré, Gambon, ceux qu'il appelle les « bizarres », et qui illustrent aussi les grandes secousses collectives.

Un singulier Communard : Régère dit de Montmore

« Dans la vie privée, c'était un homme des plus doux [...], catholique pratiquant [qui fit faire à son plus jeune fils] sa première communion quelques jours avant l'entrée des troupes versaillaises à [...] Saint-Séverin. [Lorsqu'il] m'apprit qu'il était fortement question de fusiller l'archevêque et quelques autres prêtres, il n'en paraissait pas autrement ému. À une objection que nous lui fîmes – Vallès m'accompagnait – il répondit : « Ah ! Que voulez-vous ? Ce sont des ennemis politiques. » »

C. Longuet, « Sur quelques points de l'introduction d'Engels », pp. 192-193

Sa sensibilité à la complexité des événements ne diminue pas sa fidélité à leur sens profond : loin de chercher à oublier la Commune par souci d'apaisement, par lassitude, vers la fin de sa vie, il voit en elle, à travers le désastre de sa répression, l'événement qui a fondé la République en France et « avancé, peut-être d'un siècle, l'avènement de la République sociale dans le monde entier ».

J.-K. PAULHAN

### Rappels et souscription permanente

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour. Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, *La RP* ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes... C'est grâce à vous toutes et vous tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

## Séries

Les séries ont pris une ampleur et une importance assez nouvelles ces dernières années, notamment auprès des jeunes. Je ne crois pas que notre revue en ait jamais parlé jusqu'ici\*. Mais l'une d'entre elles est tellement exceptionnelle qu'elle mérite d'être signalée : *The Handmaid's Tale* (**La servante écarlate**). Inspirée d'un roman de Margaret Atwood, elle en est déjà à 3 saisons, toutes remarquables, montrant dans une intimité suffocante le quotidien de femmes réduites en esclavage dans une Amérique fasciste, dans un futur proche connaissant une baisse de fécondité. D'ores et déjà, les féministes y ont trouvé une arme de combat contre Trump, utilisant les costumes des personnages dans les manifestations pour la défense du droit à l'avortement. Pour celles et ceux qui ne maîtrisent pas le streaming sur internet, la série sera diffusée fin septembre sur TF1 séries films.

S.J.

\* Puisque nous commençons, signalons au moins la série plus ancienne *The Mill* (sur Channel 4 en 2014) qui se déroule dans une usine anglaise en 1833.



## Exposition



#ouvrier.e.s Au Musée, jusqu'au 29 décembre 2019 au Musée de l'histoire vivante à Montreuil (31 bd Théophile Sueur, Parc Montreau, <http://www.museehistoirevivante.fr>). L'exposition invite à réfléchir à la condition ouvrière en interrogeant la façon dont elle fut ou est muséographiée...

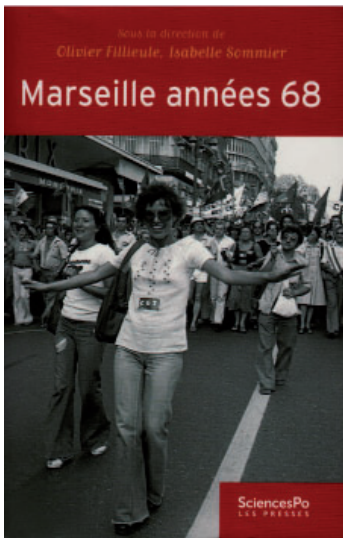


## Livres

Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (dir.), *Marseille années 68*, Sciences Po les presses, 2018, 594 p. ; Richard Gombin, *Le gauchisme – Origines et perspectives*, Spartacus, 2018, 172 p.

Traditionnellement, tous les dix ans, les commémorations des événements de Mai 1968 amènent leur habituel lot de publications. Une fois n'est pas coutume, celles du cinquantenaire méritent – tout du moins certaines d'entre elles qui nous sont passées entre les mains – que l'on s'y arrête pour en dire quelques mots.

En effet, pendant trop longtemps, le genre s'était limité à des souvenirs d'anciens protagonistes ayant réussi, si l'on peut dire, leur carrière, qui venaient nous asséner leurs souvenirs après être passés du col Mao au Rotary Club, suivant le titre du juste et virulent pamphlet que leur consacra Guy Hocquenghem dans les années 1980. Géographiquement, leur terrain de prédilection ne dépassait guère les limites du Quartier Latin dans un pays où, depuis plusieurs siècles, « il n'est bon bec que de Paris ».



Heureux retournement des choses, les historiens ont profité de ce cinquantenaire pour s'apercevoir que Mai 1968 ce n'était pas seulement l'Odéon et la Sorbonne. Et comme un bonheur n'arrive jamais seul, ils ont aussi inscrit ces événements dans la longue durée – en gros, et au minimum, la décennie qui a suivi. C'est le cas avec le gros livre collectif *Marseille années 1968*

qui réunit une équipe de chercheurs pour présenter un tableau inédit d'un « âge d'or des luttes » à Marseille et dans le département des Bouches-du-Rhône, du milieu des années 1960 à celui des années 1980. Après une évocation des mutations économiques et politiques de la ville durant ces années et un panorama des manifestations de rues marseillaises, l'ouvrage aborde le paysage syndical (prépondérance d'une CGT ouvrière et communiste, implantation d'une CFDT « gauchiste »), la conflictualité locale dans le monde du travail et les luttes spécifiques de l'extrême gauche durant ces années (contre l'extrême droite, antimilitarisme, nouveaux mouvements sociaux, etc.). Suivent des chapitres thématiques très informés consacrés à

l'antiracisme, la question des crimes racistes (1973-1974) et les mutations du front antiraciste ; puis celles des luttes féministes et homosexuelles.

Bénéficiant de la consultation d'archives récemment déclassifiées et de nombreux témoignages de protagonistes, le livre présente une connaissance fine de la ville et des luttes sociales durant ces années et démontre que, bien souvent, elle se situe à l'avant-garde des combats pour la défense des travailleurs immigrés et la reconnaissance des mouvements féministes, lesbiens et homosexuels. Pourtant, à mon sens, il manque un point important qui n'est pas abordé. C'est en effet à Marseille que fut fondé, à la fin des années 1970, le Collectif pour la défense des libertés démocratiques dans les pays de l'Est auquel participaient des militants d'extrême gauche et des communistes critiques comme Nina et Jean Kéhayan. Ces derniers étaient les auteurs du livre *Rue du prolétaire rouge* (1978) qui témoignait de leur séjour professionnel en URSS et de leurs désillusions sur le pays du « socialisme réellement existant ». Il rencontra un grand succès qui aboutit à l'invitation des auteurs à l'émission de Bernard Pivot, *Apostrophes*, face à des intellectuels officiels du PCF venus faire contrefeu. Deux ans plus tard (8-9 novembre 1980), un colloque international sur la situation des travailleurs en URSS était organisé à Marseille réunissant les analyses et témoignages de dissidents de l'Est (Andréi Amalrik, Vladimir Borisov, Victor Fainberg, Leonid Plioutch, etc.) et de personnalités d'extrême gauche différentes (Charles Bettelheim, Claude Orsoni) avec, dans l'assistance, aussi bien Cornélius Castoriadis que des représentants du syndicat des correcteurs. Dans sa préface des actes du colloque<sup>1</sup>, Jean Kéhayan s'interrogeait : « Le temps est-il enfin venu de sortir les salutaires scalpels de la raison pour procéder à l'autopsie complète du grand échec social du XX<sup>e</sup> siècle ? » Échec, soit dit en passant, que nous n'avons pas fini de payer faute de l'avoir analysé en temps utiles, en particulier après l'implosion de l'URSS et la chute du mur de Berlin... A tout le moins n'aurait-il pas fallu oublier ceux qui tentèrent de s'y atteler une décennie auparavant dans cette évocation du Marseille des années 1968 !

Le second livre dont il s'agit ici est une réédition sous un titre différent de *Les origines du gauchisme* paru en poche en 1971 et depuis longtemps épuisé. Remarquable synthèse des idées originales de ces années de rupture avec le sacro-saint marxisme-léninisme, l'auteur partait de la question centrale de la nature du régime bureaucratique de l'URSS pour explorer le

## Nos amis publient

*Adresse aux révolutionnaires d'Algérie et de tous les pays (et autres textes)*, textes rassemblés et présentés par Nedjib Sidi Moussa, édition établie par Charles Jacquier (Libertalia, parution : 22 août 2019)

À l'heure où l'Algérie s'embrase, le présent recueil rassemble quelques-uns des textes situationnistes et post-situationnistes rédigés des années 1960 à nos jours par des auteurs injustement méconnus comme Mezioud Ouldamer. Bien que très minoritaire, ce courant internationaliste qui rejetait aussi bien les colonels que le soleil soviétique a produit des écrits qui méritent d'être rappelés et convoqués. Comme l'écrit Nedjib Sidi Moussa, maître d'œuvre du présent ouvrage :

« Certes, les membres de l'Internationale situationniste ainsi que ceux qui ont cherché à poursuivre cette expérience n'ont jamais eu le monopole de la critique sociale. Mais ils la formulèrent avec intransigeance, malgré quelques illusions ou en surestimant les potentialités subversives. Et, s'il apparaît périlleux de se placer au-dessus de leur radicalité, on ne peut cependant guère se situer en-dessous des sensibilités avec lesquelles ils ont dialogué ou polémique. Car il y a urgence à se ré-appropriier un tel legs sous peine de dilapidation.

*On ne combattra pas l'exploitation et l'aliénation – sous toutes leurs formes, des plus hideuses aux plus séduisantes – en écartant de nos luttes le jeu, l'amour, la camaraderie et la poésie. »*

Présentation à la librairie Libertalia, 12 rue Marcelin-Berthelot à Montreuil, mardi 3 septembre 2019, à 19 h 30.

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE  
**ADRESSE AUX  
RÉVOLUTIONNAIRES  
D'ALGÉRIE**



Le numéro d'août 2019 de *Pour la Science* publie un article de Christophe Darmangeat : « Les chasseurs-cueilleurs et la guerre : le cas des aborigènes ». Selon une idée répandue parmi les archéologues et les anthropologues, la guerre est apparue avec l'agriculture ou la sédentarisation. Or les chasseurs-cueilleurs qui peuplaient l'Australie précoloniale étaient des nomades qui, s'ils n'ont jamais cultivé ni élevé d'animaux, pratiquaient la guerre.

révisionnisme philosophique des œuvres de Georg Lukacs et Karl Korsch, la critique de la vie quotidienne avec les travaux d'Henri Lefebvre et des situationnistes, puis la théorie du communisme de conseils, avant d'aborder les rapports entre gauchisme et contestation. C'est sans doute sur ce point qu'il a le plus vieilli, en particulier dans sa comparaison des thèmes gauchistes avec ceux du syndicalisme révolutionnaire. Complété par deux préfaces et une postface, toutes trois intéressantes, et une bibliographie actualisée, cet excellent vade-mecum donne un bon résumé des idées novatrices apparues autour de 1968 dans une perspective à long terme. En ces temps de confusion politique, il reste à espérer qu'il trouve de nouveaux lecteurs...

L.S.

◆  
**Anne Steiner, *Les En-dehors. Anarchistes individualistes et illégalistes à la « belle époque »***, L'échappée, 2019, 246 p.

Longtemps ignoré, le courant de l'anarchisme individualiste du début du XX<sup>e</sup> siècle en France fait l'objet d'une plus grande attention depuis une bonne dizaine d'années. Ainsi, outre des auteurs s'en réclamant comme E. Armand, sont parues, entre autres, l'anthologie des articles d'Albert Libertad (1875-1908) dans *l'anarchie* (sans majuscules), *Le culte de la charogne* (2006) et l'étude universitaire de Céline Beaudet. *Les milieux libres - Vivre en anarchiste en France à la belle époque* (2006). Mais, à ce jour, le seul à faire l'objet d'une seconde édition, avec une révision de son texte, est le présent ouvrage. En effet, depuis sa première édition en 2008, Anne Steiner a publié plusieurs articles sur le sujet et deux livres sur cette période, *Le Goût de l'émeute* (2012) et *Le Temps des révoltes* (2015), qui lui permettent d'en présenter une version nouvelle enrichie.

Elle choisit comme fil conducteur de suivre l'itinéraire de Rirette Maîtrejean (1887-1968) de son entrée dans le mouvement jusqu'à sa débâcle au moment du procès des survivants de la « bande à Bonnot ». Cela permet d'incarner ce courant dans une figure féminine souvent négligée au profit des hommes qui apparaissent au premier plan du



mouvement et qui tiennent la plume. Cela facilite aussi la lecture et a sans doute fait le succès de la première édition, le livre se lisant comme un roman tout en ayant le sérieux d'une étude historique.

Les critiques virulentes du syndicalisme émises par ces anarchistes ne doivent pas décourager le lecteur car, comme chacun sait, c'est l'ensemble des courants anarchistes, socialistes et syndicalistes, qui échouera face au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Et le grand mérite de ces anarchistes individualistes est d'avoir, les premiers, mis en avant une critique en actes de la vie quotidienne : refus des normes bourgeoises, art de vivre transgressif, relations différentes entre hommes et femmes, refus du salariat, vie en communautés, etc. « Ce n'est pas dans cent ans qu'il faut vivre en anarchiste », comme le disait Libertad, c'est ici et maintenant. Au contraire, les autres courants révolutionnaires renvoyaient la solution de ces problèmes aux lendemains du « grand soir ». C'est la face lumineuse et subversive de l'anarchisme individualiste, et il est nécessaire d'en mesurer l'importance car il faudra attendre des décennies pour voir cette critique revenir au premier plan. Mais il y en a une autre, beaucoup plus sombre, qu'il ne faut pas ignorer, et que le Rétif, le compagnon de Rirette, plus connu sous le nom de Victor Serge (1890-1947), a bien soulignée dans des courriers reproduits dans le livre. Ainsi, il fustigera des « individus sans morale et traîne-savates [...] fondés à fraterniser avec les anarchistes individualistes puis à les dominer » et des situations qui « donnent la nausée » (p. 167). Avant le procès de la « bande à Bonnot », il expliquera sa difficile position qu'il paiera de plusieurs années de prison. Il était en effet pris entre son amitié avec plusieurs de ses protagonistes, l'indispensable solidarité avec les victimes de la curée policière et ses critiques de fond sur les dérives mortelles de ce courant. Malgré tout, ce dernier avait pourtant eu le mérite de poser la nécessité de lier émancipation individuelle et émancipation collective, inventant à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle quelques-uns des thèmes les plus novateurs de l'après-mai 68.

L.S.

◆  
**Maurice Dommanget**, *Histoire du Premier Mai*, Le Mot et le reste, réédition de poche, 2019, 536 p.

Le livre est un classique incontournable mais on voit mal dans quelle « poche » on pourrait mettre cette réédition au dos beaucoup trop épais. On préférera, si l'on peut, l'édition en grand format, toujours dans le commerce.

S.J.

## Morceaux choisis

### Serviles vous-mêmes !

On nous dit que nous sommes trop serviles, trop dédaigneux, pour vivre sous des institutions libres ; mais nous répondons que, parce que nous sommes effectivement trop serviles, nous ne devrions pas demeurer plus longtemps sous les institutions actuelles qui favorisent le développement de la servilité. [...] Une instruction supérieure et l'égalité des conditions ont été habituellement les seuls moyens de détruire les instincts serviles hérités et nous ne comprenons pas comment on peut faire de ces instincts de soumission un argument pour maintenir, ne serait-ce qu'un jour de plus, l'inégalité des conditions ; et pour refuser l'égalité d'instruction de tous les membres de la communauté. [...] Soumettez à la même analyse n'importe quel aspect de notre vie sociale, et vous constaterez que le système capitaliste et autoritaire actuel est absolument inapproprié à une société d'hommes aussi imprévoyants, rapaces, égoïstes et serviles que ceux d'aujourd'hui. Par conséquent, lorsque nous entendons des individus dire que les anarchistes imaginent les hommes bien meilleurs qu'ils ne le sont en réalité, nous nous demandons simplement comment se fait-il que des gens intelligents puissent répéter de telles absurdités. Ne disons-nous pas continuellement que le seul moyen de rendre les hommes moins rapaces et égoïstes, moins ambitieux et en même temps moins serviles, consiste à éliminer ces conditions qui favorisent le développement de l'égoïsme et de la rapacité, de la servilité et de l'ambition ? La seule différence entre nous et ceux qui font l'objection mentionnée ci-dessus est la suivante : contrairement à eux, nous n'exagérons pas les instincts inférieurs des masses, et nous ne fermons pas les yeux avec complaisance sur les mêmes bas instincts chez les classes aisées. Nous maintenons que *et* les gouvernants *et* les gouvernés sont pervertis par l'autorité ; *et* les exploiters *et* les exploités sont pervertis par l'exploitation ; tandis que nos opposants semblent admettre qu'il existe une sorte de sel de la terre – les gouvernants, les employeurs, les chefs – qui, fort heureusement, empêchent ces mauvais êtres humains – les gouvernés, les exploités, les subordonnés – de devenir encore pires qu'ils ne le sont.

C'est là que se situe la différence, et elle est importante. Nous reconnaissons les imperfections de la nature humaine, et nous n'en écartons pas les gouvernants.

Pierre Kropotkine, « Sommes-nous suffisamment bons ? » (*Freedom*, n° 21, juin 1888), in *Agissez par vous-mêmes*, Nada, 2019.

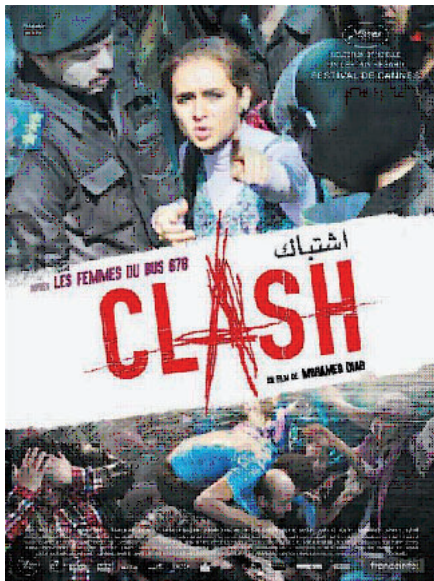


# Cinéastes engagés

## Bulgarie, Égypte, France, Madagascar

L'expression de cinéma engagé exerce sur moi un solide pouvoir répulsif : je dois toujours faire un effort pour sacrifier une soirée, avec la crainte, toujours humiliante, que l'on me fasse cours, que l'on m'assène des vérités dont je sais qu'elles sont partielles, imparfaites, instables et contestables. Mais faire l'effort de dépasser ce préjugé vaut parfois la peine.

**Clash (Eshtebak)**, 2016, de Mohamed Diab (diffusé par Arte le 15 mai dernier)



Le Caire, été 2013, un jour d'émeute après la destitution du président Morsi. Deux journalistes d'Associated Press, pris pour des espions par la police, sont arrêtés. Ils montent à l'intérieur d'un panier à salade dans lequel ont été entassés des manifestants (ou des passants), dont

deux femmes, représentant la diversité de la population égyptienne, des gosses de riches (qui appellent déjà leurs parents pour qu'ils fassent jouer leurs relations et les arrachent à cet enfer) aux Frères musulmans, eux-mêmes divisés en leaders et militants ou encore sympathisants. Autour d'eux, des policiers ou des soldats, leurs chefs, que l'on sent aussi désemparés et hésitants. Errance cahotante du fourgon, qui nous entraîne dans une ville livrée aux émeutiers. Direction : une prison où il y ait de la place. On n'y arrivera jamais. J'ai ressenti mon ignorance des forces et des clivages de la société égyptienne mais apprécié le travail efficace du cinéaste pour nous faire vivre le chaos régnant, comme la performance des acteurs, très convaincants. Un huis-clos ambulante et oppressant.

**Je vois rouge**, 2018 - sortie France en avril 2019, de Bojina Panayotova

Enquête dérangeante. La réalisatrice a quitté la Bulgarie avec ses parents, peu après la chute du mur de Berlin. Bonne bourgeoisie intellectuelle et artiste, bien équipée et apte à une intégration rapide, qui ne cherche

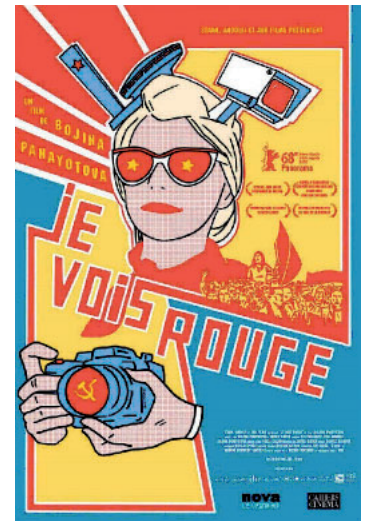
pas en France un refuge politique mais plutôt une vie plus large et confortable, qu'elle trouve. Le départ de Bulgarie a eu lieu la veille de la « Confirmation » communiste, la veille du jour où la petite fille devait recevoir, au cours d'une belle cérémonie, son foulard rouge de pionnière. Nostalgie, amertume d'avoir raté ce grand moment, et

fidélité au pays perdu de l'enfance, dont l'adolescente, qui réussit bien ses études en France, maintiendra la langue, une langue appauvrie, une sorte de mausolée de l'autrefois. Devenue réalisatrice, elle rêve d'autant plus de revenir au pays que la confrontation du rêve à la réalité est toujours un puissant stimulant cinématographique ; au-delà de ce projet de cinéma-vérité, elle se pose de plus en plus de questions sur le passé de ses parents, de ses grands-parents ; sans avoir été des assassins, de toute évidence, ils ont vécu, bien, au sein de la classe privilégiée par le régime, combinant responsabilités professionnelles et politiques – les deux étaient toujours liées –, conformisme et renseignement pour les « services ».

C'est alors que les choses tournent à l'aigre avec ses parents qui, au départ, avaient plutôt considéré avec faveur ce projet de film, et que s'accumulent les pressions. Son père lui reproche soudain d'être devenue tellement française qu'elle a pris la manie de tout contester, de poser sans cesse des questions agressives ; sa mère refuse de devenir un personnage de film, soumis à un regard toujours critique et incompréhensif : tu es bien trop jeune (et gâtée par la vie) pour comprendre !

On ne trahit pas la famille ! C'est ce que lui laisse entendre un moniteur d'auto-école de Sofia, désabusé et plein d'humour, qui la forme à la conduite dans cette ville qu'elle veut connaître à fond, et lui sert de coach-confesseur pendant ces mois difficiles.

Tourné avec un grand sens du rythme et de la confrontation, associant images des actualités du passé et dialogues en plan serré sur le film qui se fait, sur un écran divisé (comme la famille qui se divise), film dont on ne sait pas s'il pourra aller jusqu'au bout et avec quels résultats pour la vie personnelle de la



réalisatrice, *Je vois rouge* est un documentaire engagé dans la vraie vie des autres : le conflit de loyautés qu'il nous raconte, avec une drôlerie tendre, est universel.

Dossier et entretien : <https://medias.unifrance.org/medias/134/28/203910/presse/i-see-red-people-presskit-french.pdf>

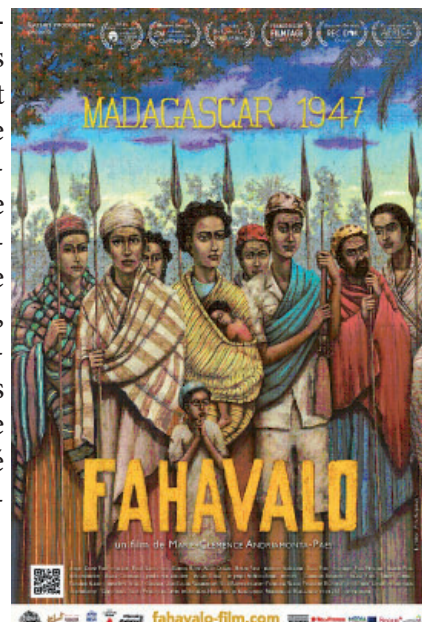
*Faihalo*, 2018 - sortie France en janvier 2019, de Marie-Clémence Andriamonta-Paes

Ce film franco-malgache, sur le souvenir de la grande révolte de Madagascar en 1947, veut donner la parole aux survivants. Sa réalisatrice, pour définir son projet, cite volontiers Chinua Achebe : « *Tant que les lions n'auront pas leur propre histoire, l'histoire de la chasse glorifiera toujours le chasseur* ». Pas de prétention à l'objectivité ici, mais une volonté de réparation : à l'histoire racontée par les dominants doit se superposer l'histoire vécue par les dominés, qui disposent moins des instruments de la parole.

De nombreux témoins ou acteurs de la révolte, à présent très âgés, sont interrogés sur une tragédie longtemps mise de côté, y compris à Madagascar, peut-être parce qu'elle ranimerait de très anciens antagonismes. Si le mouvement a pu être réprimé aussi violemment et durablement, c'est parce que la métropole, intervenant en Indochine, préoccupée par la situation algérienne, voulait à tout prix éviter un échec militaire à Madagascar et a pris les moyens de l'éviter. C'est aussi parce que tous les Malgaches n'étaient pas des *favahalo*, des ennemis de la France – dans la salle où j'ai assisté à la projection suivie d'un débat j'ai ressenti la virulence d'un échange entre la fille d'un membre du MDRM (Mouvement démocratique de la rénovation malgache), « *formation légale qui militait pour l'indépendance dans le cadre de l'Union française* », accusée par le gouvernement français d'avoir fomenté les troubles, et la réalisatrice –, et que les dénonciations à l'autorité coloniale ont été nombreuses. Les villes semblent ne pas avoir suivi le mouvement.

Le documentaire suit la principale ligne de chemin de fer de Madagascar, le long de laquelle la plupart des événements graves ont éclaté. Cette ligne, qui va des hauts plateaux jusqu'à la côte est, n'avait pas été construite à l'origine pour faciliter les déplacements des hommes mais pour faciliter le transport des matières premières produites dans les grandes exploitations coloniales, dont le café. C'est le long de cette ligne que les réquisitions pour le travail forcé avaient été les plus dures et les plus mal ressenties. M.-C. Andriamonta-Paes nous fait aussi comprendre la colère et la déception des soldats malgaches rapatriés, très tard après la fin de la Deuxième Guerre mondiale (désorganisation des trans-

ports, autres priorités), chez lesquels avait couru le bruit que le général de Gaulle allait accorder l'indépendance à l'île en remerciement de son aide pendant la guerre, une île où les possédants, les riches et les hommes de pouvoir avaient été longtemps et ouvertement vichystes.



### Un peu à tort et à travers...

« Il y a eu évidemment des sévices et on a pris des sanctions. Il y a eu également des excès dans la répression. On a fusillé un peu à tort et à travers », journal intime de Vincent Auriol, en juillet 1947, cité par J.-P. Tuquoi, « *En 1947, l'armée française réprimait violemment l'insurrection malgache* », *Le Monde*, 29 mars 2007.

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2007/03/27/en-1947-l-armee-francaise-reprimait-violemment-l-insurrection-malgache\\_888584\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2007/03/27/en-1947-l-armee-francaise-reprimait-violemment-l-insurrection-malgache_888584_3212.html)

### Humiliation

Un extrait des Actualités françaises (celles que l'on voyait au cinéma, au temps d'avant « le journal télévisé »), visible sur le site de l'INA, rend compte des cérémonies organisées pour solenniser le pardon accordé par la France aux rebelles à la fin de l'année 1947. Son ton est insupportable aujourd'hui.

[https://www.ina.fr/video/S622054\\_001/1947-les-separatistes-malgaches-a-genoux-devant-la-france-video.html](https://www.ina.fr/video/S622054_001/1947-les-separatistes-malgaches-a-genoux-devant-la-france-video.html)

Dossier promotionnel du film et tournée française : [http://www.laterit.fr/fahavalo/FAHAVALO\\_PressKit.pdf](http://www.laterit.fr/fahavalo/FAHAVALO_PressKit.pdf)

Deux moments, entre beaucoup d'autres, m'ont ému dans ce film : celui où un vieil homme se demande « ce que nous allons faire dans cette guerre d'Européens », celui, tout à fait vers la fin et apparemment hors sujet (je pense que la réalisatrice l'a maintenu à dessein), où un autre témoin remarque qu'aujourd'hui les terres nourricières pour lesquelles on s'est tant battu autrefois ont été souvent abandonnées, que seules subsistent les productions de luxe qui visent l'exportation, comme la vanille. À cet égard, le film parle aussi de Madagascar en 2019, en filigrane.

Trois films engagés, chacun à leur manière, qui nous disent le monde d'aujourd'hui.

Jean-Kely PAULHAN



## Camps, rafles, racisme : résistance et complicité

### Deux corrections à la dernière Lettre :

1) Me basant sur les questions que les juges avaient posées aux avocats, j'avais trop hâtivement prédit que la Cour suprême allait accepter qu'on rajoute sur les formulaires du recensement de 2020 une question portant sur la nationalité, ce qui aurait faussé les résultats, mais elle a décidé, par un vote de 5 contre 4, de suspendre la mesure. Trump a néanmoins ordonné au département de la Justice de « trouver le moyen » de l'ajouter, mais a dû laisser tomber deux semaines plus tard. On aura donc, après tout, un recensement plus exact que je ne l'avais craint avant les élections de 2020.

2) Légende de la photo d'une manifestation : elle n'était pas contre « VOICE », bureau gouvernemental de propagande anti-immigré relativement peu connu, mais contre ICE (**Immigration and Customs Enforcement**), la police de l'immigration.

Justement, la résistance aux actions d'ICE et à celles de la CBP (Customs and Border Protection, la police des frontières) et à la politique cruelle et raciste de Trump s'amplifie. Et pour cause. On a rapporté, ici comme en France, la description des camps de détention des migrants donnée d'abord par des avocats et relayée ensuite par le témoignage de député(e)s qui ont visité les camps. « Des enfants de 7 à 8 ans, beaucoup d'entre eux portant des vêtements souillés de larmes et de morve, prennent spontanément en charge de tout jeunes enfants qu'ils ne connaissent pas auparavant. Des bambins se soulagent sur eux faute de couches. La puanteur est telle que les gardiens sont obligés de porter des masques. Les détenus sont privés de dentifrice et de savon, obligés de coucher par terre sous une lumière intense. Nourriture insuffisante (un adolescent a perdu plus de 11 kilos en trois semaines de détention)<sup>1</sup>, brutalités diverses, peur... Tout cela n'a pas empêché le vice-président Pence d'assurer que les Américains

pouvaient être « fiers » du « soin qu'on prend de ces migrants... » malgré le rapport émis par un office de surveillance du gouvernement lui-même qui affirme le contraire. Lorsque la jeune députée Alexandria Ocasio-

Cortez a qualifié ces camps de *concentration camps*, plusieurs organisations juives ont protesté, dénonçant une comparaison inacceptable avec les camps de la Shoah ; nombre de législateurs, y compris des Démocrates qui n'apprécient pas leurs jeunes collègues de gauche, n'étaient que trop contents de renchérir : des camps de concentration aux Etats-Unis? Inimaginable !

Qu'on les appelle comme on veut, ces camps, les faits sont là. Ils sont assez choquants pour mobiliser des milliers de gens à travers le pays, non seulement pour protester mais pour empêcher physiquement ICE de rafler des immigrés. Particulièrement retentissants, des actes de désobéissance civile à l'appel de Never Again Action (*Never Again*, « Plus jamais ! » c'est le slogan des Juifs faisant allusion à la Shoah)<sup>2</sup> ont réussi à bloquer l'entrée du siège de ICE à Washington, DC, où des dizaines de militants juifs ont été arrêtés ; des actions semblables ont eu lieu à Chicago, à San Francisco, à Elizabeth (New Jersey)... La photo ci-dessous montre la manifestation à Boston le long du Freedom Trail, le chemin qui retrace les événements qui ont déclenché la Révolution américaine ; l'affiche jaune, *Never Again Means CLOSE THE CAMPS*<sup>3</sup> associe le slogan des militants juifs à celui du mouvement général ; au premier plan, très lisible : *Free the Migrants ! Jail the Bosses !*<sup>4</sup>



Manifestation « Never Again » et « Close the Camps » à Boston

Une de ces manifestations a eu lieu dans l'Oklahoma, un état très droitier du Sud-Ouest, à côté du Texas. Elle m'a particulièrement frappé puisque les Native Ameri-

cans, les Amérindiens, y ont largement participé. On parlait rarement d'eux dans ce mouvement – à tort, peut-être, puisque leurs actes de désobéissance civile face à la construction des grands oléoducs pétroliers sont bien connus. Message dans ma boîte de réception (traduit évidemment) :

« En ce moment même, avec des centaines de mes camarades dans la lutte pour la liberté, je proteste à Fort Sill, une base de l'armée à Lawton (Oklahoma). Nous travaillons à fermer les camps (#CloseTheCamps), aussitôt que possible. Nous sommes sur le terrain, faisant tout ce que nous pouvons pour empêcher le gouvernement Trump d'ouvrir un autre camp de concentration pour enfants ici même, à Fort Sill, à Lawton, Oklahoma. **Fort Sill a été utilisé dans le passé pour encager les Native Americans et des immigrés japonais. Aujourd'hui nous disons : CETTE FOIS, PAS QUESTION !** »



Manifestation devant Fort Sill, à Lawton (Oklahoma).  
Traduction des pancartes en notes.<sup>5</sup>

Avant même qu'on apprenne le pire, 50 salariés du siège de l'entreprise Wayfair, à Boston, ont débrayé le 26 juin pour protester contre un contrat de 200 000 \$ que leur employeur avait passé avec le gouvernement. Wayfair, qui fabrique de l'ameublement, vendait des lits aux centres de détention. Un jour avant la grève, la compagnie avait fait un don de 100 000 \$ à la Croix-Rouge pour aider les gens dans le besoin à la frontière sud. Les ouvriers n'ont

## Dépôts en librairie

*La RP* est disponible (en petite quantité) dans les librairies suivantes:

- ◆ Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.
- ◆ Librairie Quilombo, 23 rue Voltaire 75011 Paris.
- ◆ Librairie Transit, 45 Bd de la Libération 13001 Marseille.
- ◆ Librairie l'Odeur du temps, 35, rue Pavillon 13001 Marseille
- ◆ Librairie L'Hydre aux mille têtes, 96, rue Saint-Savournin 13001 Marseille.

pas été impressionnés : « Ils auraient dû faire ce don à RAICES, »<sup>6</sup> a dit l'un d'eux. Les grévistes demandent la cessation pure et simple des ventes au motif qu'il est immoral de profiter de l'existence de ces camps. La direction n'est pas près de le faire.

Pas plus que ICE et la CBP ne sont près de cesser les arrestations. Soyons lucides, à l'encontre du reportage sur les effets de la mobilisation citoyenne dans une certaine presse française : si les déportations annoncées pour la mi-juillet sont loin d'avoir été le grand coup de balai espéré par le président (plus de 2 100 personnes ciblées, 35 arrestations), c'est aussi parce que maintenant les immigrés n'ouvrent pas leur porte, se cachent, et connaissent mieux leurs droits grâce à des organisations militantes de base comme Voto Latino.<sup>7</sup> Mais les rafles à l'intérieur du pays continuent, la séparation des enfants de leur famille aussi : presque 1 000 enfants séparés à la frontière après (!) l'injonction d'un tribunal de cesser cette pratique. Quelques jours après la tuerie perpétrée contre les Latinos à El Paso début août, presque 700 Latinos sans-papiers sont arrêtés dans les usines du Mississippi. Exemple frappant de la cruauté de ce régime : beaucoup de ces ouvriers et ouvrières sont là depuis longtemps et ont des enfants ; la rafle a eu lieu le jour de la rentrée scolaire. On a vu sangloter les enfants que personne n'est venu chercher à l'école, on imagine le choc de ceux qui sont rentrés à la maison pour la trouver vide. Les camps près de la frontière sont toujours pleins, et sans une mobilisation bien plus importante que celle qu'on a vue jusqu'ici, il est douteux que les actes de protestation puissent arrêter le travail de ICE, la CBP et autres polices. La grève-surprise à Wayfair est intéressante car les grèves politiques sont rarissimes chez nous mais, apparemment, elle n'a pas été suivie par les ouvriers d'autres entreprises. Aucun signe de mobilisation ni même de protestation de la part des syndicats.

Pire encore : si une partie du pays s'indigne et se montre révoltée par l'existence de ces camps, une autre reste indifférente ou approuve avec virulence. Voto Latino reçoit chaque jour des centaines de messages comme celui-ci : FUCK THE ILLEGALS. DEPORT THEM ALL. Ou encore : GO BACK WHERE YOU CAME FROM!!! STAY IN YOUR COUNTRY SO YOU DON'T HAVE TO BITCH ABOUT THE CAMPS! SIMPLE!!!<sup>8</sup> Fox News, la grande chaîne de télé de Murdoch, véhicule quotidiennement ce point de vue dans des termes à peine plus élégants. Et les chaînes qui ne diffusent pas de propagande trumpienne s'évertuent à ne prendre parti ni d'un côté ni de l'autre, tant et si bien qu'elles finissent, au nom du devoir d'objectivité, par cacher la réalité.

La petite BD satirique de notre humoriste politique Tom Tomorrow exagère à peine :

# THIS MODERN WORLD

by TOM TOMORROW

## SUNDAY TALKING ABOUT STUFF SHOW



« Case 1. DIMANCHE ON PARLE DE TRUCS Case 2. [Animateur :] Bienvenue ! Notre sujet d'aujourd'hui : Les installations de la frontière où les migrants sont hébergés d'une manière qu'on pourrait qualifier d'"involontaire". Centriste Sensé, qu'en dites-vous ? Case 3. Il y a des extrémistes des deux côtés de la question. Les centres de détention sont mauvais – mais de là à les qualifier de 'camps de concentration', c'est terriblement incivil. – [Animateur :] C'est très important, la civilité, c'est vrai. Case 4. – La façon dont AOC (Alexandria Ocasio Cortez) a porté atteinte aux normes de comportement est proprement choquante ! Elle n'avait pas le droit d'insulter cet agent de la police des frontières. Elle essaye de retirer toute dignité humaine à ces gens qui mettent les enfants en cage. – [Animateur :] Dingo de Droite, qu'en dites-vous ? Case 5. Il n'y a pas d'enfants enfermés dans des cages ! *Fake news*, tout ça ! Mensonges concoctés par les medias de gauche dont chaque membre devrait être exécuté pour trahison, vous compris ! Et puis tous ces gosses, c'est des futurs membres du gang MI-5 ! Case 6. – [Animateur :] Eh bien, nous sommes heureux de présenter une variété de perspectives pour que les téléspectateurs puissent décider eux-mêmes de la vérité. D'ailleurs, qu'est-ce que 'la vérité', au juste ? Prochainement, la terre tourne-t-elle autour du soleil ? – [Centriste Sensé] : C'est-à-dire... probablement ? – [Dingo de droite :] Ah ! La science, c'est une supercherie de la gauche ! [Animateur :] – Mais d'abord, la publicité. »

### Le racisme, moteur de la politique gouvernementale

Trump lui-même a obligé les médias à abandonner cette « modération » en invitant quatre jeunes députées de gauche bien connues (on les appelle *the squad* et elles dénoncent vertement la politique de Trump), toutes de couleur, à retourner dans leur pays. Invitation particulièrement piquante pour l'une d'elles, dont les ancêtres venaient d'Afrique, enchaînés tête-bêche sous le pont d'un négrier, à l'époque où ceux de Trump étaient toujours en Europe. Toutes les médias hormis, Fox News et les sites de propagande trumpiens, ont enfin qualifié ses propos de racistes. Sans guillemets cette fois. Comme toujours, Trump persiste et signe, rajoutant des insultes ouvertes et des menaces implicites à l'intention de ces députées. Et voici que peu après, à un grand meeting pour Trump dans le Sud, ses supporters scandent SEND

HER BACK ! SEND HER BACK ! (Renvoyez-la ! Renvoyez-la !) à propos d'une des quatre, Ilhan Omar, la seule née à l'étranger (naturalisée à huit ans), pendant que le président sourit de satisfaction sur l'estrade ; ce qu'il nie par la suite, prétendant qu'il n'a pas apprécié ces slogans hostiles. Le lendemain pourtant, dans un retournement typique, il qualifie le public de ce meeting d'« incroyablement patriote. »

Voici un message que j'ai reçu à ce propos de Vote Vets, une organisation d'anciens combattants.<sup>9</sup> J'ai été frappé à la fois la naïveté de l'auteur qui semble croire que « Desert Storm », notre première guerre contre l'Irak, avait un quelconque rapport avec cette démocratie qu'il veut défendre maintenant, et aussi par le choc qu'il avait eu en regardant à la télé le meeting de Trump : Je m'appelle Jerry Green. Je suis né ici, aux US, et j'ai servi notre nation dans l'armée, dans « Desert Storm. » Beaucoup

sont d'accord avec moi : la politique de Donald Trump est mauvaise, inhumaine. Et beaucoup ne sont pas d'accord. Mais ça va, parce que l'Amérique, c'est ça, un débat libre sur les idées. **Mais comme ancien combattant, ça me fait froid dans le dos quand je vois un stade rempli d'Américains qui hurlent 'Renvoyez-la chez elle' en parlant de n'importe qui, mais surtout en parlant d'une députée dûment élue comme Ilhan Omar.** Ceci après les tweets ouvertement racistes de Trump qui demandaient à trois femmes de couleur nées aux US de « rentrer » d'où elles sortaient. Je me demande, comme le reste du monde ! « Qu'est-ce qui est arrivé à l'Amérique ? » Je me demande : « J'ai servi mon pays pour ça ? » S'ils viennent chercher ces excellentes députées, ils peuvent venir chercher des anciens combattants comme moi, et n'importe qui. ... Il faut que nous résistions, il faut que nous mettions fin à cela – et tout de suite. Il faut montrer à Mme Omar que nous la couvrons, comme on dit dans l'armée.

Et de demander qu'on envoie de l'argent à sa campagne, sans quoi on ne peut pas se faire élire dans ce pays.

On aimerait croire que ces sentiments sont partagés par une large majorité de mes concitoyens, et il est vrai que Mme Omar a reçu un accueil enthousiaste à l'aéroport en revenant dans sa circonscription du Minnesota. Cependant, à Lancaster, situé dans une partie de la Pennsylvanie qui a contribué à la victoire de Trump, les gens ont répondu aux questions d'un journaliste sur ces tweets racistes avec un regard vague : « Quels tweets ? » Même réaction ou pire dans une partie semblable du Michigan, autre état-clé sur la carte électorale de 2020 (« C'est la faute aux Démocrates », « Si on critique comme ça l'Amérique on est libre d'aller ailleurs. »). Oubliées, les promesses non tenues de Trump sur les impôts, l'assurance maladie, et, pour le Michigan, les emplois dans l'industrie automobile. Même dans le Massachusetts, le *Boston Globe* a trouvé sans peine des gens qui approuvent les propos du président. Avec une base enthousiaste de supporters xénophobes et fascistes d'une part, et de l'autre une bonne partie du pays aussi ignorante qu'indifférente, le président a des chances d'être réélu en 2020 malgré un taux de désapprobation important.<sup>10</sup>

Non que ça dérange sa base, mais on est en droit d'espérer que beaucoup d'autres Américains n'ignorent pas que Trump a derrière lui une longue histoire de racisme, qui ne date pas de janvier dernier lorsqu'il a traité Haïti et les nations africaines de « pays de merde ». Dans les années soixante-dix, son père et lui ont été poursuivis par le département de la Justice pour discrimination dans l'accès au logement pour les propriétés qu'ils possédaient à New York. Dans les années quatre-vingt, pendant l'affaire des « Central Park Five », ces cinq jeunes Noirs faussement accusés puis condamnés pour viol et meurtre<sup>11</sup>, Trump a réclamé le rétablissement de la peine de mort dans l'état de New York en faisant valoir que les crimes horribles sont en général commis

par des Noirs. Comme producteur d'un concours du genre télé-réalité, il a demandé au gagnant, un concurrent noir, de partager son prix avec la Blanche qu'il avait battue ; il a voulu aussi opposer une équipe de concurrents noirs à une équipe de concurrents blancs à un moment où les tensions raciales à New York étaient en hausse ; l'idée a été refusée par la chaîne. Comme la plupart des racistes, Trump rejette l'accusation en disant qu'il a beaucoup d'amis noirs, ou bien en usant de l'un de ses fréquents superlatifs, signe chez lui qu'il ment : « Je suis l'homme le moins raciste du monde. »

Si Trump peut dire « Retournez chez vous » à quatre députées américaines, c'est que pour lui et ses semblables, elles ne sont pas vraiment américaines ; elles sont là sur une sorte de visa provisoire sujet à révocation, car elles ne sont pas blanches. On se souvient que Trump a commencé sa carrière politique en prétendant qu'Obama n'était pas né en Amérique, malgré son acte de naissance. (L'Amérique reconnaît et le droit du sol et le droit du sang, mais pour le seul poste de président, il faut être né aux États-Unis.) La conception d'une citoyenneté fondée sur la couleur de la peau n'est pas nouvelle chez nous. En 1790, donc deux ans après la ratification de la Constitution, la première loi sur la naturalisation l'autorisait pour les Blancs seulement. Il a fallu attendre le 14<sup>e</sup> Amendement à la Constitution (1868) pour que les Noirs nés aux États-Unis deviennent citoyens, et trente ans de plus pour les personnes d'origine asiatique. Quant aux Amérindiens nés aux États-Unis, ce n'est que depuis 1924 qu'ils sont citoyens à part entière. L'auteur Jelani Cobb observe dans le *New Yorker* que Trump a fait plus que s'attaquer à quatre femmes de couleur : il a ranimé des idées qui ont souillé le passé de la nation.

Comme le dit Camus à la fin de son deuxième roman : « le bacille de la peste ne meurt ni ne disparaît jamais. »

David BALL  
dball@smith.edu

Crédits photos : Oklahoma.com, Boston.com

1. Citoyen américain détenu « par erreur », il a pu témoigner après sa libération.
2. *Never Again Action*, qui se décrit comme « une mobilisation de masse » qui appelle les Juifs à stopper ICE et à demander des comptes à l'establishment, n'aime pas se décrire comme une organisation. Elle est complètement décentralisée et ne reçoit pas d'argent des groupes politiques, mais elle a pu en une semaine, récolter 180 000 \$ avec le site GoFundMe.com pour payer les frais d'avocat de ceux qui s'étaient fait arrêter au cours de leurs manifestations.
3. « Plus jamais » veut dire « FERMEZ LES CAMPS ! »
4. Libérez les migrants ! les patrons en prison !
5. De gauche à droite : « Ils ont utilisé l'Oklahoma comme une décharge pour des êtres humains dans le passé. Plus jamais ça ! (NEVER AGAIN) Stoppez ICE ! // Fermez les camps ! // Votre « ICE » hors de l'Oklahoma ! [Jeu de mots sur ice, glace ; outta = out of. // Pas de gosses en cage ! [en haut] // Personne n'est illégal » ...Et, partiellement cachée par une autre pancarte, on devine LET THEM GO ! – « Libérez-les ! »
6. RAICES : Refugee and Immigrant Center for Education and Legal Services : organisation à but non lucratif qui fournit une assistance juridique et matérielle aux migrants arrêtés à la frontière et surtout aux chercheurs d'asile.
7. Message de Voto Latino dans ma boîte de réception, Objet : « Que faire si ICE frappe à la porte. »

En voici l'essentiel : « 1. Do not open the door // No abras la puerta 2. Remain silent // Permanecer en silencio 3. Do not sign anything // No firme nada 4. Report and record // Reportar y grabar. » Puis un numéro de téléphone pour l'assistance juridique.

8. « Que les illégaux aillent se faire foutre. Déportez-les tous ! » « Retournez dans votre pays !!! Restez dans votre pays, comme ça vous n'aurez pas à cracher sur les camps ! rien de plus simple !!! »

9. Vote Vets, qui compte 500 000 adhérents, soutient l'aile gauche du Parti Démocrate. Les Veterans of Foreign Wars, qui sont, eux, conservateurs, en comptent 1 600 000.

10. Elle dépasse toujours son taux d'approbation de plus de 10%, et cela dans une situation normalement favorable au président : moins de 4% de la population active est au chômage.

11. Ils ont été exonérés en 2002. Le film documentaire de Ken Burns sur cette affaire (2012) a été très remarqué.

◇

### Fête de la CNT à Amiens le 14 septembre

voir sur notre blog  
<https://revolutionproletarienne.wordpress.com/>

Pas besoin de découper votre revue, le coupon d'abonnement est téléchargeable à <https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2017/02/abonnement.pdf>

## Soutien aux travailleurs sans-papiers en grève depuis deux mois et demi

### La poste/ Chronopost/Derichebourg (Alfortville)

Depuis le 11 juin, des travailleurs sans papiers en grève sont présents jour et nuit devant l'agence Chronopost d'Alfortville (Val de Marne), pour exiger leur régularisation. Ces travailleurs sont employés par Chronopost (filiale à 100% de La Poste), qui sous-traite leur embauche à la société Derichebourg, laquelle se cache derrière des sociétés de travail d'intérim, comme Mission Intérim. Ils sont soutenus par des dizaines de sans-papiers d'autres entreprises.

À ce jour, aucune société ne veut les reconnaître comme employeur et leur donner les documents permettant la régularisation ! Profitant des menaces d'expulsion qui pèsent sur ces salariés sans-papiers, le duo La Poste-Derichebourg les exploite sans scrupules : embauche à 3 ou 4 heures du matin pour décharger puis trier les colis Chronopost, emploi à temps partiel imposé pour des salaires de misère (600 euros en moyenne), pas de droit aux pauses légales et au paiement des heures supplémentaires, renvoi immédiat en cas d'arrêt maladie... La société Derichebourg, en complicité avec Chronopost-La Poste, participe à un système opaque et pervers de sous-traitance en cascade qui permet à La Poste de réaliser d'importants profits. La Poste a d'ailleurs été récemment condamnée à 120 000 euros d'amende à la suite du décès au travail d'un salarié non déclaré, employé à travers la sous-traitance en cascade dans un établissement de traitement du colis.

La Poste réalise chaque année des bénéfices (entre 800 et 840 millions d'euros selon les années) grâce entre autres aux tarifs élevés et au système d'exploitation des sans-papiers dont Derichebourg est complice !

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutiennent les travailleurs sans papiers en grève d'Alfortville, font connaître leur lutte à travers le monde, exigent leur régularisation.

<http://www.laboursolidarity.org>, 20 août 2019

### **Nouvel abonnement** – **Réabonnement (23 euros)**

*(précisez en cochant pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)*

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :.....23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : ..... €

Total : ..... €

**Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution prolétarienne**

**CCP: 8044 64 Y 020 (PARIS),**

**adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville**